9e Année. — N° 154. — 25 Juin 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La riposte des Tunisiens aux décrets fascistes

A la double série de décrets par laquelle le fasciste Paul-Boncour a institué en Tunisie la déportation sans jugement, et a supprimé la presse tunisienne, (voir la R. P. des 25 mai et 10 juin), les Tunisiens ont riposté magnifiquement.

Ils ont riposté en organisant un boycottage total des produits français. Depuis le 1er juin, les 2 millions de Tunisiens n'achètent plus dans les magasins français, ne fréquentent plus les cafés français, ne fument plus le tabac de la Régie, ne montent plus dans les tramways.

En outre, les 2.000 étudiants de l'Université de la Grande Mosquée de Tunis intensifient la grève qu'ils ont commencée il y a plus de deux mois · aucun d'eux ne s'est inscrit pour les examens de fin d'année.

Aux dernières nouvelles, l'enthousiasme est magnifique, l'entente absolue, la discipline strictement observée.

C'est le premier cas qu'il nous soit donné de voir d'une lutte véritable contre le fascisme. Cette lutte est le fait d'un de ces peuples orientaux que dans notre vanité stupide d'européens, nous nous étions habitués à considérer comme des peuples inférieurs ! Là où le prolétariat italien a à peine résisté, là où le prolétariat allemand s'est rendu sans combattre, le peuple tunisien agit et lutte. C'est la Tunisie qui se trouve être aujourd'hui le champion de ces deux droits élémentaires de l'homme : la garantie de la liberté de sa personne et le droit d'exprimer sa pensée.

Devant cette levée unanime d'un peuple, les subordonnés de M. Paul-Boncour en sont réduits à ruser : par des malices cousues de fil blanc ils cherchent à détacher ce qu'on prétend « la masse » de ce qu'ils croient être les « chefs ».

On sait que le prétexte des décrets a été trouvé dans les manifestations auxquelles avait donné lieu l'enterrement dans un cimetière musulman de la femme d'un de ces Tunisiens « naturalisés » français que les Tunisiens considèrent, à juste titre, comme s'étant vendus à l'impérialisme français. Or, en même temps qu'on prenait ces décrets, manifestement dirigés contre les « meneurs », on donnait satisfaction à la « masse » en décidant que désormais les « naturalisés » seraient enterrés dans un cimetière distinct de celui des Tunisiens restés fidèles à leur peuple.

D'autre part, le décret de déportation a déjà été appliqué à trois personnes, mais ces trois premières victimes ont été prises dans la « masse », non chez les « chefs », afin de jeter la suspicion sur ceux-ci !

Ce sont des enfantillages !

Les Tunisiens utilisent actuellement une arme solide, qui a fait ses preuves, notamment il y a un couple d'année, chez un peuple très semblable à eux : les Syriens.

Les Syriens avaient alors affaire à plus forte partie en somme que les Tunisiens actuellement, car ces derniers n'ont affaire qu'au gouvernement français, tandis que les Syriens avaient affaire à la finance française, maîtresse de l'Etat français. Il s'agissait en effet pour les Syriens de faire réduire les prix exorbitants auxquels la puissante société des « Tramways de Beyrouth » leur faisait payer le courant électrique et les transports.

Par un boycott résolu et unanime, qui dura plusieurs mois, les Syriens firent capituler les « concessionnaires» : les tarifs durent être réduits de quelques 50 %.

Ainsi, les Syriens réussirent par le boycott ce que jusqu'ici aucune fraction de la population européenne n'a jamais réussi : ils ont fait capituler les « puissances d'argent ». Ne comptant pas sur Herriot, Daladier ou sur Blum, ne se contentant point d'espérer en de « bonnes élections », ils ont agi par eux-mêmes, et leur action directe leur a valu la victoire.

Il en sera de même pour les Tunisiens.

La révision des traités par l'Internationale

Quand nous disons que rien, qu'aucune considération ne saurait nous empêcher de combattre par tous les moyens Hitler, destructeur des organisations ouvrières, nous n'entendons nullement sous-estimer la responsabilité de nos gouvernants — et par suite la nôtre propre — dans l'avènement de l'hitlérisme. Que le fascisme allemand soit, pour une part, le produit du Traité de Versailles, qui songe à le nier ? — Part assez faible cependant, car la lutte contre le Traité de Versailles n'exigeait point, que je sache, la destruction du mouvement ouvrier allemand, et le fascisme italien s'est produit, lui, dans un pays « victorieux » ; cependant, que le traité de Versailles ait joué un rôle en servant de « couverture » au fascisme, cela est indéniable, et en conséquence nous devons priver l'hitlérisme de son prétexte en redoublant d'efforts contre le « diktat» de 1919. Mais cette lutte, il nous faut la mener en fait, et pas seulement en paroles. Et pour cela

il faut d'abord déterminer quelles sont les parties du Traité contre lesquelles nous devons lutter.

Le prolétariat peut jouer aujourd'hui un rôle immense. Il peut inaugurer magnifiquement la politique internationale, internationale et internationaliste, dont il lui faudra bien tout de même un jour se décider à assumer la charge, en procédant, lui-même, à la révision des traités. Car il ne suffit pas de dire qu'on est partisan de la « révision des traités », il faut décider d'un commun accord quelle révision il convient de faire dans l'intérêt supérieur du prolétariat international, et par suite de l'humanité en général. Cette décision, seul le prolétariat, réuni en des assises mondiales, peut la prendre.

Avant la guerre, la C.G.T. française avait maintes fois proposé la tenue de Congrès internationaux syndicaux, des congrès qui soient de vrais congrès groupant les délégués directs des organisations « de base » (comme on dit aujourd'hui), et non la simple réunion de quelques pontifes d'état-major. Cette proposition n'avait jamais abouti car elle s'était toujours heurté à l'opposition systématique de la bureaucratie social-démocrate allemande désireuse de réserver au «parti» le monopole des congrès internationaux. Ne serait-ce point le moment de la reprendre ?

Un congrès ouvrier international auquel seraient convoqués les délégués de toutes les organisations syndicales, ayant à son ordre du jour comme unique question : la révision des traités — serait non seulement la première manifestation concrète de l'internationalisme ouvrier, la première pierre apportée à l'édifice d'une politique internationale du prolétariat — mais ce serait le coup le plus rude porté au fascisme : la classe ouvrière montrant par le fait qu'il lui est possible d'établir, à l'encontre des nationalismes déchaînés, une politique unique, dégagée des égoïsmes nationaux.

Lorsque l'Internationale se montrera, son rayonnement fera s'évanouir les Puissances des Ténèbres. Mais il faut pour cela qu'elle se montre — en fait, et non en paroles.

La première Internationale est née d'une question internationale, la grande question internationale du XIX[e] siècle : l'indépendance de la Pologne ; que la nouvelle Internationale naisse de la grande question internationale de notre temps : la révision des traités.

Viticulture française et viticulture algérienne

Viticulteurs de France et viticulteurs d'Algérie sont encore en train de se prendre aux cheveux, ceux de France entendant interdire à ceux d'Algérie d'étendre leurs cultures et d'accroître leurs exportations, de façon à pouvoir, eux, vendre leur vin plus cher.

Nous avons indiqué autrefois, à propos du centenaire de l'Algérie, comment se posaient, au point de vue technique, les rapports entre les deux viticultures ; nous n'y reviendrons pas. Disons seulement que la seule position que peut prendre dans ce conflit un internationaliste, c'est de réclamer la pleine égalité de droits entre le travailleur viticole algérien et le travailleur viticole français. Lorsque les vignerons du midi prétendent en effet que les bas prix de revient obtenus par leurs concurrents d'Algérie sont dus entre autres, à la situation inférieure faite au travailleur algérien, ils ont pleinement raison. *C'est à des salaires de famine, c'est dans des conditions épouvantables que travaille dans les grands domaines algériens l'ouvrier kabyle — très remarquable ouvrier cependant. Et cela est dû à sa condition* politique.

Non seulement en effet la plupart des lois ouvrières de France ne sont pas applicables à l'Algérie, les Assurances Sociales par exemple, ou n'y sont applicables qu'avec un grand retard, — mais le régime d'oppression et de tyrannie inouïs qui pèse sur le travailleur indigène le rend incapable en fait d'utiliser même les droits qui lui sont reconnus. Ainsi, par exemple, dès qu'un travailleur indigène cherche à organiser ses camarades de travail, à les grouper dans un syndicat, il est — tel le camarade Ioubi, des tramways algériens — envoyé en résidence forcée, par simple décision du gouverneur général, dans un pays perdu, en plein Sahara souvent, où il n'a plus que la ressource de crever de faim ou de sombrer dans la folie.

Sous un tel régime de terreur il est évidemment impossible pour les travailleurs algériens d'échapper à l'exploitation forcenée des maîtres de la terre : il leur faut courber la tête et accepter des salaires de 5 francs par jour !

Suppression de toute législation d'exception pour les indigènes algériens, et en particulier suppression de l'ignoble résidence forcée ; attribution aux travailleurs algériens de tous les droits politiques et sociaux que possède le travailleur de France (droit de vote aussi bien que droit syndical et lois sociales) afin qu'il devienne au moins un prolétaire et cesse d'être un serf, telles sont les deux mesures préliminaires qui sont nécessaires pour que le travailleur agricole algérien soit à même d'obtenir des conditions de travail équivalentes à celles de ses frères de la métropole, et que le propriétaire de vignobles d'Algérie cesse par suite de profiter de la surexploitation à laquelle sont soumis ses ouvriers pour surconcurrencer ses collègues français.

Tout autre moyen de « protéger » la viticulture française est nationalisme et réaction.

R. L.

L'affaire Victor Serge
et l'interview de Romain Rolland

Le 26 mai *L'Humanité* publiait en première page un sensationnel entretien avec Romain Rolland. A peine celui-ci avait-il reçu le journal qu'il m'écrivait pour protester contre la façon dont on y avait déformé sa pensée:

En ce qui concerne Victor-Serge, on m'y prête une attitude qui n'est pas la mienne:

« Il écarte avec mépris (dit-on) cette « histoire Serge », « montée par Panaït Istrati et devenue machine de tous les « contre-révolutionnaires. »

On a mal compris. J'ai dit (ce que chacun sait) que Istrati a été, par sa publication à laquelle Serge a collaboré, le premier responsable de tous les ennuis dont Serge a, depuis, été l'objet. (Et si j'ai été bien informé, Serge lui-même, qui l'avait prévu, eût voulu — trop tard ! — empêcher Istrati de faire cette publication) (1).

De plus j'ai regretté que l'affaire Serge soit devenue en effet une machine de guerre contre l'U.R.S.S. Car c'est un fait qu'en dehors de vous et des vrais amis de Serge, toutes sortes de gens, dont le moindre souci est le salut de Serge, se sont emparés de son affaire; et leur façon de l'utiliser à leurs propres fins vient contrecarrer nos efforts en sa faveur.

Cette lettre montre Rolland s'associant aux amis de Victor-Serge dans leur effort pour le libérer. Mais il a voulu insister encore publiquement sur ce point dans une lettre adressée le 30 mai à la petite revue *Le Huron* et publiée dans le numéro du 8 juin:

J'ai fait, au sujet de Serge, non pas une fois, mais deux ou trois, des démarches auprès de Gorki; et celui-ci m'a promis de s'occuper personnellement de cette « affaire » dès qu'il serait de retour à Moscou (il vient d'y rentrer). A mes premières démarches, on avait d'ailleurs répondu de Moscou qu'il était traité avec égards dans sa prison.

Romain Rolland a envoyé à l'*Humanité* une rectification semblable à celle qu'il m'adressait à moi et qu'il a adressée au *Huron* : suivant ses méthodes habituelles, l'organe officiel du P.C., pour qui la mauvaise foi semble être une condition essentielle du communisme, n'a pas reproduit la lettre rectificative et s'est contentée de donner, dans son numéro du 5 juin, un résumé à sa manière, où il n'est pas question de Victor Serge, mais seulement de Panaït Istrati!

Quant au petit *Huron*, qui s'était ému moins du sort de Serge emprisonné injustement que du sort d'Istrati, auteur coté sur le marché et qui aurait été accusé injustement par le grand « confrère » Rolland d'avoir monté l'affaire Serge contre l'U.R.S.S., il trouva nécessaire d'accompagner la lettre du grand confrère d'un commentaire où l'on peut cueillir des perles comme celle-ci:

Le généreux article de G. Duhamel dans L'Œuvre, *la démarche de Jean Giraudoux à l'ambassade de l'U.R.S.S. ont malheureusement conféré à « l'affaire Serge » une importance gênante pour ceux qui pouvaient intervenir sans éclat.*

Toute la petite jésuiterie des « gens de lettres » est condensée en cette phrase! Il fallait aider le « confrère » (pas encore très connu, mais qui pourrait devenir célèbre un jour, prenons-y garde), il fallait l'aider discrètement, en douceur, par de petites démarches prudentes et obséquieuses auprès des autorités de la Grrrande République à l'enseigne révolutionnaire (qui sait récompenser largement les petits propagandistes qui hurlent ses louanges, et accorder des droits d'auteur proportionnés au service qu'elle attend des écrivains). Mais faire du bruit autour de l'affaire Serge, dire crûment la vérité, fi donc! Ne voyez-vous pas que vous desservez le jeune « confrère » malheureux pour qui on pouvait intervenir « sans éclat » ?

Et *Le Huron* d'ajouter : « L'emprisonnement de Serge est sans doute injuste! Mais comme vous avez raison, cher camarade Rolland, d'écrire : « *On ne juge pas par acte de foi. Il faut savoir.* »

Voici ce que *Le Huron* appelle savoir:

Certes, Victor Serge offrit à Istrati, il y a quatre ans, une possibilité de dégrader dans l'esprit des intellectuels l'effort révolutionnaire russe; qu'il nous soit permis d'écrire qu'Istrati exploita ces possibilités au-delà de tous les espoirs des ennemis des Soviets. Ceux qui lurent, à l'époque, La Russie nue, *se demandent aujourd'hui comment il se fait que les ouvriers russes ne soient pas tous morts de faim.*

Il est difficile de concentrer en si peu de lignes plus de contre-vérités et d'insinuations perfides et mensongères: *jamais* Serge n'a dit ou écrit quoi que ce soit qui fût de nature à dégrader « l'effort révolutionnaire russe ». Tous ceux qui ont lu *L'An I de la Révolution russe* et *Ville conquise* savent au contraire combien Victor Serge a fait valoir cet effort et l'a exalté aux yeux de ses lecteurs: ses ouvrages sont précisément de ceux qui ont acquis le plus de sympathies conscientes à la Révolution russe. Quant à *La Russie nue*, rien dans ce livre n'est de lui ou n'est inspiré par lui: la critique âpre qui s'y manifeste est l'expression d'un tempérament totalement différent du sien. D'un esprit modéré et prudent, s'efforçant de voir surtout les aspects positifs des choses, Victor Serge fait toujours confiance aux hommes de bonne volonté et croit, aussi longtemps que l'évidence des faits ne lui démontre pas le contraire, à la possibilité de redresser les erreurs commises.

Ainsi l'aimable confrère qui souhaite « que Serge dans l'avenir soit plus heureux » apporte subrepticement des pierres pour le lapider et il cherche à faire croire qu'il est d'accord avec le « cher camarade Rolland. »

Que lui avait écrit Rolland?

Serge est un grand écrivain révolutionnaire. Mais je ne le connais pas personnellement, et je ne sais pas les raisons de son arrestation. Je n'en ai donc pas de juger, ou pour ou contre. Partir en guerre contre l'U.R.S.S. avant de savoir quoi que ce soit, est injuste. On ne juge pas par acte de foi. Il faut savoir. C'est ce que je demande.

Rolland demande à savoir, mais à qui? Assurément pas au gouvernement russe, qui ne lui fournira aucune raison de l'arrestation de Victor Serge. S'il avait encore des doutes à cet égard le Guépéou les lui aura enlevés déjà en condamnant administrativement Serge à deux ans d'exil, ou pour mieux dire, de domicile forcé. Mais il ne pouvait avoir de doutes, puisqu'il a connu de près l'affaire Ghezzi, militant ouvrier arrêté sans motif, condamné sans motif par le Guépéou et libéré plus tard grâce à une action commune de protesta-

(1) Ce n'est pas exact: la publication que Victor Serge aurait désiré, non empêcher, mais faire revoir par ses amis d'ici, parce qu'il connaissait la véhémence des sentiments de Panaït Istrati, c'est l'article de celui-ci sur l'affaire Roussakov que publia la *Nouvelle Revue française*.

tion, à laquelle Rolland a été l'un des premiers à prendre part. Si Rolland ne connaissait pas les raisons de l'arrestation de Victor Serge, il a pu s'en faire une idée depuis, par les documents publiés ici même. Il sait d'ailleurs (au moins depuis l'affaire Dreyfus) que ce n'est pas aux accusateurs publics qu'on demande les véritables raisons de certaines accusations.

Son expérience personnelle devrait aussi l'éclairer sur le cas de Serge: on l'a déclaré, pendant la guerre, traître à la France, comme les employés du parti dit communiste déclarent aujourd'hui Victor Serge traître à la Révolution; les policiers d'ici ont traité Rolland d'anti-français, comme les policiers de là-bas traitent Serge de contre-révolutionnaire, et pour les mêmes motifs: parce que l'un et l'autre ont gardé leur raison, leur sens critique dans des circonstances où les gouvernements voulaient que tout cède à la raison d'Etat, parce qu'ils se sont refusés à mentir par ordre, parce que l'un comme l'autre a été, pour me servir des paroles de Serge, « un objecteur, un non-consentant avoué, net et qui ne se taira que contraint. » Et si Romain Rolland n'a pas été contraint à se taire, c'est qu'il avait la chance d'être à l'étranger!

Il est impossible qu'il « écarte avec mépris cette histoire Serge », comme le prétend mensongèrement l'*Humanité*, parce que, au fond, l'histoire Serge, c'est la sienne, et que s'il le faisait, il se renierait lui-même.

Jacques MESNIL.

La liberté n'est rien pour personne, si elle n'est pas la liberté de **celui qui pense autrement.** Il ne s'agit pas là d'un fanatisme de « justice », mais bien de tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir qui s'attache à la liberté politique, et qui est voué à disparaître, lorsque cette « liberté » devient un privilège.

Rosa LUXEMBOURG.

Au dernier moment, Mesnil nous avise qu'il vient de recevoir une carte de Serge, datée du 9 juin. C'est Orenbourg, aux confins immédiats des déserts de l'Asie Centrale (1), que le Guépéou a fixé comme lieu de sa déportation.

Il y avait alors 95 jours que Serge était sans nouvelles de sa femme et de son fils, et naturellement il est sans ressources, Staline, tout comme la République française à l'égard des indigènes de ses colonies, mais à la différence de Napoléon III à l'égard des républicains français, n'assurant pas la subsistance de ceux qu'ils déportent.

Néanmoins, conformément à ce qu'on devait attendre de ce révolutionnaire éprouvé, Victor Serge déclare que « son moral reste excellent ».

---

(1) Voici quelques indications géographiques sur la région d'Orenbourg:

— ... *Novyi-Ouzen', Oural'sk, Orenbourg sont à la limite de ces terres ingrates sur lesquelles on passe insensiblement de la steppe au désert. La végétation ne couvre que partiellement le sol de ses herbes épineuses et rampantes: touffes grisâtres de l'absinthe, broussailles tapies contre la terre.*

(Géographie Universelle). CAMENA D'ALMEIDA.

— *Le climat du gouvernement d'Orenbourg est continental; la température maximum est de* +40°8 *et minimum de* —40°3.

(Grande Encyclopédie).

Parmi nos Lettres

Jouhaux à la table de Chiappe.

Du camarade Turpin :

Peut-être lisez-vous le Matin *! C'est parfois très instructif.*

Voici ce que j'y trouve dans le numéro du mercredi 14 *juin, sous le titre « Au bénéfice de la maison* des gardiens de la paix » :

La table était présidée par M. Chautemps, ministre de l'Intérieur, placé à la droite de Mme Chiappe. A sa gauche, se trouvait *M. Fernand Bouisson, président de la Chambre,* et à côté, M. Jean Chiappe...

... Et puis, tout autour, toutes les élites de la capitale s'étaient groupées en petits cercles rayonnants... Il y avait, entre cent autres, la table de M. Berthelot, du général Gamelin, de M. Piétri, de M. Léon Bailby, celle de M. et Mme André Citroën, de la duchesse de Sainte-Croix, ET AUSSI DE M. JOUHAUX.

Voilà !

Si c'est du Jouhaux de la C.G.T. qu'il s'agit (*et je n'en connais pas d'autres*), *vraiment elle est un peu raide et cela explique bien des choses ! Quant à Bouisson, S.F.I.O., c'est son habitude !*

La lutte contre le fascisme.

D'un vieux militant parisien :

J'ai lu la lettre de Laville dans le dernier numéro de la R. P.

Je trouve que Laville a tort. Le boycottage est une arme dont on peut se servir dans les circonstances actuelles et il me paraît dangereux de tergiverser au lieu de se battre, sous le prétexte de ne pas se commettre avec tel ou tel. Quand on fait la chaîne pour éteindre le feu, on ne s'occupe pas de la qualité morale de son voisin.

Il y a de grands courants qui charrient l'avenir; il faut en être. Le syndicalisme s'est développé dans l'atmosphère d'idées de l'affaire Dreyfus. Le dreyfusisme n'aurait pas vaincu sans les forces ouvrières; où le fascisme d'alors nous aurait-il mené ? Car il y avait des fascistes alors (*sans la théorie, ou plutôt avec une partie de la théorie fasciste: la doctrine d'autorité et les « décerveleurs »*).

Il est d'ailleurs peu à craindre que, dans la lutte contre Hitler, nous ayons à nous commettre avec nos bourgeois nationalistes. « L'Allemagne a raison », écrivait en tête de son éditorial le « Petit Marseillais », journal de droite, en commentant le memorandum Hugenberg réclamant la remise à l'Allemagne de ses anciennes colonies. C'est bien la première fois qu'un journal bourgeois français déclare : « l'Allemagne a raison » !

Nos nationalistes sont mangeurs de « boches » quand les démocrates sont au pouvoir en Allemagne, mais ils deviennent « bochophiles » dès que le pouvoir passe à leur coreligionnaire Hitler.

Front unique de classe.

Les préfets de Chautemps contre le syndicat.

Un camarade d'Alger nous écrit :

Les préfets radicaux savent vraiment respecter le droit syndical ! Le camarade G., ébéniste, a voulu créer un syndicat dans son atelier. Les jeunes qui faisaient partie du bureau ont été convoqués chez le commissaire, et on leur a fait tant de tracasseries administratives qu'ils ont dû abandonner, et le syndicat, pourtant confédéré, n'a pu être constitué.

Dédié au citoyen Jouhaux pour son prochain entretien avec Daladier.

LES ACROBATIES DU CAPITALISME AUX ABOIS

Inflation et dépréciation monétaire

Le cas de la livre et du dollar

Les procédés par lesquels notre capitalisme décadent essaie de prolonger sa vie sont d'une richesse et d'une ingéniosité vraiment remarquables. C'est principalement dans le domaine monétaire qu'ils se manifestent actuellement. La « Conférence économique mondiale » roule presque toute entière autour d'eux. C'est donc peut-être le moment d'examiner d'un peu près ces procédés, si aride que soit le sujet.

Le fait nouveau

Après les différents cas de faillite monétaire qui ont suivi la guerre (mark, lire, franc, etc...) nous croyions bien connaître les causes et le mécanisme de la dépréciation des monnaies. La crise actuelle devait pourtant nous en révéler de nouveaux aspects sensiblement différents.

Dans les chutes de monnaie antérieures à la crise, nous avions vu les divers gouvernements considérer la baisse de leurs monnaies comme une calamité à laquelle ils s'opposaient de toutes leurs forces, ne s'y abandonnant que contraints et forcés. Au contraire, dans le cas actuel de la livre et du dollar ce sont les gouvernements anglais et américains qui font eux-mêmes baisser leurs monnaies. Ce n'est plus la fameuse « spéculation étrangère » qui cause la baisse de la monnaie nationale, c'est le gouvernement du pays lui-même, qui s'en charge.

Ainsi, pour la livre, c'est le gouvernement britannique et la Banque d'Angleterre qui ont de concert constitué un fonds dit de « régularisation des changes » dont la fonction est, non point de « soutenir » le change, c'est-à-dire de maintenir aussi haut que possible le cours de la monnaie anglaise, — mais tout au contraire de « l'enfoncer », le faire descendre aussi bas que possible. C'est un fait bien connu de tout le monde que sans l'action du fonds gouvernemental de « régularisation des changes » qui vend des livres à tire-larigot, le cours de la livre sterling serait beaucoup plus haut qu'il n'est, et même que très probablement il aurait déjà rejoint le pair; sans lui, la livre serait à nouveau à 125 fr. et non à 85.

Sous une forme différente il en est de même, au moins pour le moment, du dollar. Dès que le cours de celui-ci menace de s'élever, le gouvernement publie des projets de loi ou des communiqués d'où il résulte que sa volonté est de prendre des mesures pour le faire baisser, et cela le fait baisser.

A quoi ce phénomène extraordinaire de gouvernements qui combattent eux-mêmes leurs monnaies est-il dû ?

Tenons-nous en d'abord au cas de l'Angleterre.

Le compromis entre industriels et financiers

On sait que durant les années qui ont précédé la chute de la livre, deux forces antagonistes s'opposaient sur le terrain monétaire. D'une part les industriels britanniques qui insistaient pour une dévalorisation de la monnaie afin de réduire le montant — en valeur réelle — de leurs dettes ; de l'autre, les banques anglaises, la « Cité », qui, plus créancières que débitrices, entendaient continuer à toucher leurs intérêts en « livres-or », et, par suite s'opposaient à toute dévalorisation de la livre. Or, l'accord a fini par se faire entre ces deux clans d'une manière très originale.

Les expériences monétaires des dix années précédentes avaient montré que la dépréciation d'une monnaie comportait deux effets principaux : d'une part elle réduisait les dettes, la charge réelle des dettes, ainsi que nous l'avons souvent expliqué, — et, d'autre part, elle créait une prime à l'exportation, du fait que les prix à l'intérieur étant généralement plus lents à se modifier que les cours du change, la monnaie conservait à l'intérieur, tant qu'elle baissait, une valeur supérieure à celle qu'elle avait à l'étranger, phénomène que nous avons souvent également expliqué.

Or si les banquiers britanniques étaient opposés à la première conséquence : la réduction des dettes, qui aurait réduit d'autant leurs créances, ils n'avaient naturellement aucune objection à faire à ce que les industriels de leur pays jouissent d'une prime à l'exportation. Une dépréciation de la monnaie qui, sans réduire les dettes, créerait une prime à l'exportation, était donc chose qui pouvait satisfaire à la fois industriels et financiers, mais cela semblait à première vue à peu près impossible. C'est cependant ce tour de force que la finance britannique a tenté, et qu'elle a, jusqu'ici tout au moins, parfaitement réussi.

Ce tour de force a consisté à réaliser la dépréciation de la livre sterling *sans inflation.* Comment une telle opération a-t-elle pu se faire ? c'est ce que nous voudrions essayer de montrer.

Qu'est-ce que l'inflation ?

Mais d'abord, qu'est-ce que l'inflation?

« Inflation » est un mot nouveau qui a été créé parce qu'il correspondait à un fait nouveau, qu'il fallait désigner d'un mot nouveau — mais qui, bientôt, a été employé à tort et à travers parce qu'il fallait masquer la nature exacte du fait nouveau qu'il désigne. Actuellement toute hausse, toute augmentation de quoi que ce soit sont baptisées « inflation » ; on parait beaucoup plus calé si, au lieu de dire hausse ou augmentation, on

dit inflation ; si, en outre, au lieu de dire baisse ou diminution, on dit déflation, on devient un homme vraiment à la page ; et si enfin on lance de temps en temps d'un air entendu le mot encore plus savant (?) de « reflation », on est vraiment mûr pour l'Académie! En réalité, on montre simplement ainsi qu'on n'a rien compris, ou rien voulu comprendre, à ce qu'est l'inflation. L'inflation n'est en effet nullement ni une hausse ni une augmentation car il peut parfaitement y avoir hausse des prix ou augmentation de la monnaie sans qu'il y ait inflation. L'inflation est quelque chose de beaucoup plus précis et de plus déterminé : c'est tout simplement de la *fabrication de fausse monnaie.* Plus précisément, de la fabrication de fausse monnaie dans cette monnaie particulière qu'est le billet de banque : *l'inflation c'est la fabrication de faux billets de banque.*

Mais qu'est-ce donc qu'un faux billet de banque ? — Nous le saurons en voyant ce qu'est un vrai billet de banque.

Contrairement à une opinion trop courante, le billet de banque, le *vrai* billet de banque n'est pas un simple chiffon de papier. C'est une monnaie vraie, une monnaie, possédant une valeur aussi réelle, si ce n'est plus, que l'or. Et voici pourquoi :

Rappelons comment est créé un billet de banque, un *vrai* billet de banque. Un commerçant possède une marchandise d'une valeur de 100 francs ; il n'a, pour le moment, pas d'acheteur pour cette marchandise, et il a besoin cependant, tout de suite, de 100 fr. Il emprunte alors à la Banque de France la somme de cent francs qu'il s'engage à rembourser dans un délai qui ne dépasse pas le temps approximatif pendant lequel cette marchandise peut se conserver sans s'altérer, trois mois par exemple. En possession de cet engagement, la Banque fabrique un billet de cent francs qui est mis en circulation dans le public, et il est entendu que le commerçant emprunteur sera libéré de sa dette à l'égard de la Banque lorsqu'il lui aura remis ledit billet de cent francs. Dès lors pour se procurer ce billet de cent francs, il lui faudra échanger dans les trois mois la marchandise sur laquelle il a emprunté, contre le billet de cent francs qui a été émis par la Banque.

L'existence d'un billet de banque, d'un *vrai* billet, signifie donc qu'il existe quelque part un objet de valeur égale à celle qui est inscrite sur le billet, et sur lequel le propriétaire a contracté une dette dont il ne peut se libérer qu'en se procurant le billet, ce qui donne au détenteur de celui-ci, un véritable droit sur cet objet. Le porteur d'un vrai billet de banque a donc la certitude de pouvoir obtenir en échange de son billet un objet de la valeur indiquée ; un billet de banque c'est un droit réel, sur un objet réellement existant.

Supposons maintenant que le possesseur d'un objet de 100 fr. ayant, comme précédemment, contracté un engagement de 100 fr. envers la Banque de France, celle-ci émette, non plus un billet de 100 fr., mais *deux* billets de 100 fr. Dans ce cas l'un des billets ne sera pas garanti ; le possesseur de ce billet croira avoir droit à un objet de 100 fr. contre la remise de son billet, mais en réalité il n'y aura pas droit, pour la bonne raison... que cet objet n'existe pas. L'un des deux billets sera un *faux billet.* L'émission de tels faux billets, de billets ne correspondant pas à une créance sur des objets réels, existant réellement, *c'est l'inflation.*

L'inflation et la hausse des prix

On comprend facilement maintenant l'effet de l'inflation sur les prix.

J'ai dit : des deux billets de cent francs émis, l'un des deux est faux, mais les deux billets sont d'aspect identique, rien ne les distingue. Les deux porteurs de chacun des deux billets ne vont donc pouvoir être traités qu'identiquement; quand ils vont se trouver,chacun avec son billet de 100 fr. en présence de l'unique objet de 100 fr. sur lequel une dette a été contractée, il ne leur restera qu'à faire ce que font tous les créanciers lorsque l'actif de leur débiteur est inférieur à son passif : ils se partageront l'actif en proportion de leurs créances.Ils ont tous deux droit à un objet de 100 fr., puisqu'ils ont tous deux un billet de 100 fr., mais comme il n'existe qu'un seul objet de cent francs ils vont être obligés de se le partager ; chacun n'aura pour son billet de 100 fr., que la moitié de l'objet ; c'est donc désormais la moitié de l'objet seulement qu'on aura avec cent francs; la totalité de l'objet coûtera désormais 200 francs au lieu de 100 francs ; son prix — tout au moins son prix en billets de banque — aura doublé.

Tel est le mécanisme de la hausse des prix par inflation, c'est-à-dire par l'émission de faux billets.

Pour nous exprimer d'une manière plus générale, si, à un moment donné, il existe dans un pays des possesseurs de biens d'une valeur de 10 milliards qui ont contracté auprès de la banque d'émission une dette de 10 milliards, et que la Banque émet, non point 10, mais 20 milliards de billets, qu'il se trouve ainsi d'une part des possesseurs de biens qui n'ont besoin que de 10 milliards de billets pour se libérer de leurs dettes, et d'autre part des possesseurs de billets dont la moitié risque de devenir sans aucune valeur puisque personne n'en aura plus besoin, la concurrence entre les possesseurs de billets pour s'en débarrasser contre des biens élève jusqu'à 20 milliards (20 milliards en billets) le prix de ces 10 milliards de biens.

Jusqu'à la baisse de la livre en septembre 31, c'était toujours ainsi que les choses s'étaient passées : c'était par inflation, par émission de faux billets de banque, que les prix avaient monté, autrement dit que le pouvoir d'achat des monnaies avait baissé. Les Etats français, allemand, italien, etc... n'ayant plus pu faire face à leurs dépenses par la voie de l'impôt ou de l'emprunt, y avaient pourvu en se faisant remettre, par leurs banques d'émission respectives des billets de banque fabriqués tout exprès. Ces billets ne correspondant à aucun objet, n'étant point l'expression d'une créance sur des marchandises existantes, étaient de faux-billets, s'ajoutant et se confondant avec les vrais billets émis par ailleurs par les banques.

En Angleterre, pas d'inflation

Mais pour la baisse de la livre sterling, cette fois-ci, rien de pareil — en apparence du moins — ne s'est produit : *il n'y a pas eu d'inflation.* Depuis près de deux ans qu'il a suspendu le remboursement en or des billets de la Banque d'Angleterre, l'Etat anglais n'a pas cessé de faire face à toutes ses dépenses par l'impôt ou l'emprunt. Les billets de la Banque d'Angleterre actuellement en circulation, représentent, tout comme avant 1931, uniquement des marchandises, uniquement des valeurs réelles, dont les détenteurs ont contracté des dettes de valeur égale auprès de la Banque d'Angleterre.

Il y a aujourd'hui comme hier, équilibre entre le montant des billets émis et la valeur des marchandises qui les garantissent.

Il en est résulté que, du moment qu'il n'y a pas eu inflation, il n'y a pas eu baisse de la monnaie. La livre sterling — en Angleterre — n'a pas baissé ; sa valeur — en Angleterre — est restée à peu près invariable ; avec une livre sterling on peut, à peu de chose près, acheter aujourd'hui en Angleterre la même quantité de marchandises (compte tenu des variations des prix-or dans le monde) qu'au temps où le billet de la Banque d'Angleterre était échangeable contre de l'or.

La valeur réelle d'une livre sterling, sa valeur en marchandises n'ayant pas changé, la charge réelle que représente pour un industriel anglais une dette d'une livre sterling n'a pas diminué ; inversement le créancier de cet industriel, son banquier, continue à toucher comme intérêt ou en remboursement des sommes prêtées, des livres sterling ayant même valeur que précédemment : la « Cité » n'a donc de ce côté là rien perdu.

Quant aux industriels, malgré la non-diminution de leurs dettes, ils ont été également bien servis, grâce à la prime d'exportation, qui s'est constituée, malgré l'absence d'inflation, et même beaucoup plus fortement que s'il y avait eu inflation.

Tout en ne changeant pas de valeur sur le marché intérieur, la livre a en effet baissé de valeur, et considérablement, sur le marché des changes. Pour une livre on peut toujours avoir en Angleterre la même quantité de marchandises, mais on ne peut plus avoir la même quantité de francs, de florins, etc... Autrefois une livre s'échangeait contre 125 francs, maintenant, elle ne s'échange plus que contre 85 francs; dès lors pour un objet dont la valeur en France est de 125 francs, le fabricant anglais qui le vend en France échange les 125 francs qu'il touche contre une livre et demi à peu près au lieu d'une livre autrefois, et puisque les prix en Angleterre n'ont pas changé, il peut, avec cette livre et demi, s'acheter en Angleterre 50 % de plus de marchandises qu'auparavant. Il profite donc ainsi d'une prime d'exportation égale à la totalité de la différence entre le cours de la livre sur le marché des changes et son ancienne valeur. Il n'en serait pas de même s'il y avait eu inflation; la prime d'exportation aurait bien existé également, mais moindre. L'inflation aurait en effet fait augmenter les prix sur le marché intérieur, bien que pas aussi vite que la livre aurait baissé sur le marché des changes: la livre baissant à 85 francs, les prix auraient pendant ce temps-là monté en Angleterre de 25 % par exemple, si bien qu'avec la livre et demi touchée pour l'objet vendu 125 francs, l'industriel anglais n'aurait plus pu acheter en Angleterre qu'environ 25 % de plus de marchandises qu'avec l'unique livre qu'il aurait touchée alors qu'elle était à 125 francs, — 25 % de plus au lieu de 50 % de plus. Si bien que l'absence d'inflation,si elle a pour l'industriel l'inconvénient de ne pas diminuer la charge de ses dettes, accroît en revanche sa prime d'exportation.

Pas d'inflation... mais inflation tout de même

Mais comment la dépréciation de la livre a-t-elle pu se produire sur le marché des changes, alors que, du fait de l'absence d'inflation, elle ne se produit pas sur le marché intérieur? — C'est ici le point critique.

Dans une première période, cette dépréciation s'est produite d'elle-même. Le marché des changes étant un marché essentiellement « spéculatif », c'est-à-dire où chacun cherche à prévoir les événements et à anticiper sur leurs conséquences, dès le jour où le gouvernement anglais a suspendu la convertibilité en or des billets de la Banque d'Angleterre, suspension qui coïncidait avec un état de grandes difficultés budgétaires, on en a déduit que l'Etat anglais allait recourir à l'inflation, ce qui amènerait une baisse, réelle, de la livre; anticipant sur cette baisse, chacun n'a plus voulu donner qu'un nombre réduit de francs, de florins, etc... en échange d'une livre sterling.

Mais l'inflation ne s'est pas produite. L'Etat britannique a continué à boucler son budget sans recourir ni directement, ni indirectement à la presse à billets. Dès lors la livre sterling continuant à valoir en Angleterre une livre sterling, à permettre d'acheter en Angleterre autant de marchandises qu'auparavant, il n'y avait pas de raisons pour qu'une livre sterling ne continue pas à permettre d'acheter également autant de francs, de florins, etc..., qu'auparavant. La livre devait donc revenir à 125 francs.

Et c'est bien ce qui se serait produit, si le marché des changes avait été, comme on dit en langage de Bourse, « laissé à lui-même », si n'y avaient été en présence que ceux qui avaient besoin de livres et ceux qui avaient besoin de francs ou de florins. Mais le marché des changes n'a pas été laissé à lui-même ; il y est intervenu un personnage tout à fait particulier: l'Etat, l'Etat britannique sous les espèces du « fonds de régularisation des changes » créé tout exprès. Dès que quelqu'un demande des livres, et est prêt pour les avoir, à payer le prix fort, immédiatement le Fonds intervient pour offrir les livres demandées à plus bas prix. L'acheteur prêt à donner 90 ou 100 francs pour avoir une livre est très heureux naturellement qu'on lui offre une livre pour 85 francs seulement, et il l'achète à celui qui la lui offre pour ce prix: celui qui la lui offre ainsi n'est autre que l'Etat britannique. Quant aux autres détenteurs de livres ils sont, bien entendu, obligés de les laisser au même prix, car autrement ils ne trouveraient pas preneurs. C'est ainsi que la livre reste à 85 francs, ou aux environs.

Mais comment l'Etat britannique peut-il faire cela? — Il ne le peut que s'il a des livres en quantités suffisantes pour faire face à toutes les demandes. Or il en a en quantités suffisantes... puisqu'il peut faire imprimer autant de billets qu'il veut. Et c'est ici qu'apparaît la presse à billets.

Mais, dira-t-on alors, c'est de l'inflation?

— Non et oui.

Ce n'est pas de la pure inflation, car ces billets ont une contre-partie, une contre-partie réelle en marchandises. On ne les crée en effet que pour les échanger contre d'autres monnaies qui, elles, représentent des marchandises. Chaque nouveau billet d'une livre qu'on émet est échangé contre 85 francs, 85 francs avec lesquels on peut acheter en France 85 francs de marchandises ; d'ailleurs en fait, avec ces 85 francs la Banque d'Angleterre s'empresse d'acheter pour 85 francs d'or; si bien que chaque fois que sort un nouveau billet d'une livre de ses presses, il entre dans ses caisses pour 85 francs d'or, c'est-à-dire une quantité d'or correspondant à la valeur du billet ; le billet est donc garanti par une marchandise réelle, l'or, donc pas d'inflation.

Mais attention!

La livre, avons-nous dit, a conservé en Angleterre la même valeur qu'avant sa baisse sur le marché des changes, la même valeur que lorsqu'elle s'échangeait contre 125 francs, parce qu'elle continue à être garantie par des marchandises de même valeur, des marchandises qui valaient alors une livre sterling ou 125 francs. Mais cela n'est vrai que pour les anciennes livres, si l'on peut dire, celles émises contre effets de commerce;cela n'est pas vrai pour les livres émises pour le fonds de régularisation des changes, car ces dernières sont bien garanties par une marchandise réelle, l'or, mais par 85 francs d'or seulement, et non par 125 francs d'or.

Il y a donc actuellement en Angleterre, deux sortes de livres: des livres qui sont garanties par des marchandises d'une valeur de 125 francs, et des livres qui sont garanties par des marchandises (de l'or) d'une valeur seulement de 85 francs. Et comme tous les billets d'une livre sont identiques les uns aux autres, la valeur véritable de la livre est intermédiaire entre ces deux valeurs: elle vaut plus de 85 francs, mais moins de 125.

Malgré donc l'absence d'inflation proprement dite, cette inflation indirecte, « insidieuse », n'en est pas moins une inflation, et fait baisser la valeur véritable de la livre; c'est pourquoi quand nous avons dit plus haut que les prix n'avaient pas changé en Angleterre, nous avons ajouté: à peu près, car en fait, cette inflation indirecte commence à faire sentir ses effets, et la valeur de la livre commence à baisser sur le marché intérieur, mais dans une proportion extrêmement faible par rapport à sa baisse sur le marché des changes.

Il convient d'ailleurs d'ajouter que la Banque d'Angleterre agit très habilement, le fonds de régularisation d'échange n'intervenant que le moins possible, utilisant toutes les erreurs de la spéculation privée — au besoin les suscitant — afin de n'avoir à offrir de livres que le moins possible, et par suite à n'émettre que le moins possible de livres garanties seulement par 85 francs.

Le résultat final n'en est pas moins inévitable. Il est impossible de maintenir d'une façon permanente une différence entre la valeur d'une monnaie sur le marché des changes et sa valeur sur le marché intérieur; et il est impossible de faire baisser la valeur du billet de banque sans inflation. Tôt ou tard les deux valeurs de la livre devront donc s'égaler, et cette nouvelle valeur commune de la livre sera celle déterminée par l'égalité entre le montant des billets émis et la valeur des marchandises qui, au total, les garantiront.

Le cas du dollar

En Amérique la question de la dépréciation monétaire se pose d'une façon sensiblement différente et beaucoup plus simple qu'en Angleterre.

Ainsi que nous l'avons indiqué dans un de nos derniers numéros, tandis que c'était la création d'une prime d'exportation, dumping pour son industrie moribonde, qui pressait le plus l'Angleterre, c'est la réduction des dettes privées, particulièrement celles des agriculteurs, qui presse le plus l'Amérique. Il s'agit donc avant tout pour les Etats-Unis, de faire monter les prix, les prix intérieurs, et pour cela, il faut de l'inflation. De l'inflation brutale, rapide, massive.

Cela apparaissait si évident qu'aussitôt la suspension de la convertibilité en or du dollar, avant même qu'aucune inflation n'ait eu lieu, les prix en Amérique se mirent à monter d'une manière impressionnante, anticipant ainsi sur les effets de l'inflation que tout le monde attendait.

Au moment où j'écris, Roosevelt semble cependant hésiter encore à se servir des pouvoirs qu'il s'est fait conférer pour opérer l'inflation. Ah! si le seul espoir de l'inflation suffisait à faire remonter les prix et reprendre les affaires, et permettre ainsi aux débiteurs de s'acquitter de leurs dettes sans inflation, quelle aubaine !

Mais vain espoir! S'il s'avérait que l'inflation ne devait pas se produire, la récente envolée des prix et les velléités de reprise économique qui viennent de se manifester aux Etats-Unis uniquement dans l'espoir de l'inflation, s'évanouiraient vite. De même que l'Angleterre ne peut pas maintenir la livre en baisse sur le marché des changes sans inflation, de même l'Amérique ne pourra pas maintenir le dollar en baisse sur le marché, ni extérieur ni intérieur, sans inflation. L'inflation américaine se produira plus ou moins rapidement, plus ou moins massivement, mais elle se produira.

Cependant, même massive, elle différera profondément des inflations qui ont suivi la guerre, du fait qu'elle est en quelque sorte volontaire. Tout comme le budget anglais, le budget américain peut actuellement parfaitement s'équilibrer au moyen seulement de l'impôt et de l'emprunt, même avec le dollar à 25 francs. Ce n'est donc, pas plus qu'en Angleterre, pour boucler le budget qu'on émettra de faux billets: ce sera pour « financer » des travaux nouveaux. Et c'est là une différence assez importante qui réserve peut-être des surprises pour l'avenir de l'inflation américaine. Celle-ci d'ailleurs ne fait que commencer. Attendons la suite de l'expérience.

Nous venons ainsi de voir, dans ces deux cas, une dépréciation monétaire se produire sans inflation, ou plus exactement avec une inflation très réduite et masquée dans le cas de l'Angleterre, avec une inflation pas encore commencée ou à peine commençante aux Etats-Unis. Inflation qui, pour les deux monnaies, est en tous cas, hors de proportion avec la dépréciation relativement considérable subie par elles sur le marché des changes. Nous verrons la fois prochaine, le cas inverse: celui de deux pays, France et Allemagne, procédant à l'inflation, sans qu'il y ait baisse de leurs monnaies respectives sur le marché des changes.

Je m'excuse encore une fois d'être entré dans des détails aussi ardus, mais devant des opérations, comme celles de la baisse actuelle de la livre et du dollar, qui, au moins par leur ampleur,n'ont pas, je crois, de précédents dans l'histoire, et dont les conséquences peuvent être considérables pour l'avenir du capitalisme, il m'a semblé que la première chose à faire était d'abord d'essayer d'en voir de près le mécanisme.

R. LOUZON.

NOS ANCIENS

GENE DEBS

On se rappelle Debs, Eugène Debs, le militant américain mort il y a quelques années, qui, après avoir été le grand organisateur des syndicats de cheminots, fut, durant plusieurs décades, le porte-drapeau du socialisme révolutionnaires aux Etats-Unis, et qui, pour son opposition à la guerre, dut subir un long et rigoureux emprisonnement.

Dans un livre, *42e Parallèle*, qui va prochainement paraître en français, l'écrivain américain John Dos Passos consacre à Debs les lignes qu'on va lire.

Debs était un cheminot,

Il était venu au monde dans une hutte battue des vents à Terre Haute.

Il avait dix frères et sœurs.

Son père était venu en Amérique sur un voilier en 49, c'était un Alsacien de Colmar ; pas un grand brasseur d'argent, il aimait la musique et la lecture,

il donna à ses enfants la possibilité de terminer leurs études primaires et c'est à peu près tout ce qu'il put faire pour eux.

A l'âge de quinze ans Gene Debs travaillait déjà comme mécanicien au chemin de fer d'Indianapolis et de Terre Haute.

Il travailla comme chauffeur

fut employé aux écritures

adhéra à la section locale de la Fraternité des Chauffeurs de Locomotive, fut élu secrétaire et voyagea dans tout le pays comme organisateur.

C'était un homme de haute taille, il traînait les pieds en marchant et son éloquence orageuse enflammait les cheminots dans leurs salles de réunion aux murs de bois de pin

faisait naître en eux le désir d'avoir le monde que lui voulait

où chacun aurait part égale :

Je ne suis pas un meneur d'ouvriers. Je ne veux pas que vous me suiviez, moi ou quelqu'un d'autre. Si vous cherchez un Moïse pour vous conduire hors de la jungle capitaliste, vous ne ferez pas un pas en avant. Je ne vous mènerais pas dans cette terre promise, même si je le pouvais, car si je pouvais vous y faire entrer, quelqu'un d'autre pourrait vous en faire sortir.

C'est en ces termes qu'il s'adressait aux hommes de peine, aux hommes d'équipe, aux aiguilleurs, aux chauffeurs et aux mécaniciens et il leur disait qu'il ne suffisait pas d'organiser les cheminots, mais que tous les ouvriers doivent être organisés en un groupement coopératif d'ouvriers,

Chauffeur de locomotive pendant plus d'une longue nuit de travail,

au milieu de la fumée, un feu l'embrasait, l'embrasait d'une éloquence orageuse qui faisait vibrer les salles de réunion aux murs de bois de pin ; il voulait que ses frères fussent des hommes libres,

C'est ce qu'il vit dans la foule qui vint le chercher au dépôt d'Old Wells Street quand il sortit de prison après la grève Pullman,

c'étaient là les hommes qui lui avaient donné 900.000 voix en mille neuf cent douze et les menaçant du croquemitaine d'un président socialiste avaient terrorisé les beaux messieurs, en habits de soirée, les gandins en haut de forme et les maîtresses de maison endiamantées de Saratoga Springs, de Bar Harbor, du lac de Genève.

Où étaient les frères de Gene Debs en mille neuf cent dix-huit quand Woodrow Wilson le fit emprisonner à Atlanta pour avoir parlé contre la guerre,

où étaient ces gros hommes, grands buveurs de whisky et grands camarades, grands diseurs d'histoires contées tout au long dans les bars des petites villes du Middle West,

hommes tranquilles, qui ne désiraient qu'une maison avec un porche pour y flâner, une grosse épouse pour leur faire la cuisine, quelques bons coups à boire, des cigares, un jardin à cultiver, des copains avec qui bavarder

qui désiraient travailler pour gagner cela

et que d'autres aussi travaillent pour le gagner.

Où étaient les chauffeurs et les mécaniciens quand on l'emmena au Pénitencier d'Atlanta ?

Et on le ramena pour finir ses jours à Terre Haute

il y passait le temps assis sur son porche dans un fauteuil à bascule un cigare entre les lèvres,

à côté de lui étaient des roses « Beauté Américaine » que sa femme avait disposées dans un vase ;

et ceux de Terre Haute et ceux d'Indiana et ceux du Middle West l'aimaient et le craignaient et pensaient à lui comme à un vieil oncle indulgent qui les aimait, et ils aimaient être près de lui et recevoir des bonbons de sa main,

mais ils le craignaient comme s'il avait contracté une maladie honteuse, la syphilis ou la lèpre, et pensaient que c'était bien dommage,

mais à cause du drapeau

et de la prospérité

et de la nécessité d'amener le monde sain et sauf à la démocratie,

ils redoutaient de rester près de lui,

ou de penser trop à lui de peur de se laisser prendre à ses paroles ;

car il disait :

Tant qu'il y a une classe inférieure, j'en suis ; tant qu'il y a une classe criminelle, j'en suis ; tant qu'il y a une âme en prison, je ne suis pas libre.

JOHN DOS PASSOS.

(traduction *N. Guterman*)

NOUS AVONS REÇU :

NICOLAS BERDIAEFF: *Problème du Communisme* (de Brouwer et Cie).

Le communisme étudié « à la lumière des principes de Saint-Thomas d'Aquin ». Mais les susdits principes n'interviennent, en fait, aucunement dans cette étude. C'est un exposé souvent fort juste, écrit par quelqu'un qui connaît bien la question, des principes profonds du marxisme et du communisme. A noter que toute critique de l'un et de l'autre est, en réalité, absente; s'il y a des critiques, elles sont pour le christianisme.

Fidèle à une tradition deux fois millénaire, l'église catholique cherche déjà, pour pouvoir se maintenir, à légitimer le pouvoir de demain.

CE QUE VAUT LEUR "CULTURE"

Quelques réflexions sur la valeur des "humanités"

Que de fois n'a-t-on pas fait l'éloge des anciens ? Eternel lieu commun cher à tous les rhéteurs et ressassé par eux depuis quatre siècles. A force de trouver cet éloge partout répété, on a fini par y croire. Et cependant, le plus simple bon sens ne suffit-il pas, ne devrait-il pas suffire à nous persuader que la répétition d'une affirmation ne crée pas la vérité. Elle crée tout au plus la croyance, ce qui est bien différent. Si je lis des milliers de fois répétée sur les murs l'affirmation : « Sardinamieux habille le mieux », je finirai par le croire. Mais ma croyance n'est qu'un simple état d'esprit qui n'élèvera pas les chefs-d'œuvre vestimentaires de Sardinamieux au rang des valeurs éternelles.

Les humanités, et spécialement le latin, bénéficient d'une réclame séculaire. Non pas seulement sur les murs, mais sur les pages de tous les livres, de toutes les revues, dans la bouche de tous les professeurs, du haut de toutes les chaires, et sur les scènes les plus importantes, on est accoutumé à retrouver la glorification du génie d'Homère et de Virgile. Aussi, et la chose est bien naturelle, personne n'a l'idée de mettre en doute ledit génie. Tout le monde croit qu'Homère et Virgile sont d'indiscutables génies, et leurs œuvres d'indiscutables chefs-d'œuvre. Mais combien de gens sont allés y voir ? Combien ont pris la peine de lire, ne fût-ce que dans une traduction, l'Iliade ou l'Eneide ? — Mais, dira-t-on, il existe toute une catégorie de gens qui passent leur vie à lire et à commenter ces œuvres, non pas à l'aide d'une traduction, mais dans le texte même, et ce sont les plus convaincus. — Il est vrai ; encore faut-il se rappeler qu'il n'est rien de tel pour voir tout en rose que de porter des lunettes roses. Je veux dire que ces admirateurs passionnés des anciens ont été dressés dès l'enfance à admirer les anciens, et à n'admirer qu'eux. Il est donc tout naturel qu'ils adoptent l'attitude qui leur est pour ainsi dire imposée par leur éducation. Voudraient-ils se rebeller contre elle qu'ils se trouveraient tout de suite en présence d'obstacles quasi infranchissables : respect de la tradition, hostilité de leurs collègues, incompréhension du profane, et enfin et surtout insuffisance de leurs propres forces. Pour juger, il faut des points de comparaison. Ceux qui connaissent bien l'antiquité ne connaissent en général pas autre chose. Voués tout entiers à approfondir les mystères de la correspondance de Cicéron ou la signification politique des Géorgiques, ils n'ont même pas le temps de lire les œuvres écrites dans leur propre langue, encore moins les œuvres des auteurs étrangers. Ils ne peuvent admirer que ce qu'ils connaissent, et s'y emploient avec énergie.

Mais supposez un homme nourri de Heine, de Gorki et de Wells obligé de lire avec attention le « Pro Lege Manilia », le « De Oratore », l' « Orator », ou quelque autre chef-d'œuvre de même farine ; ou bien supposez, miracle plus extraordinaire encore, un latiniste assez vigoureux d'esprit pour se délivrer un instant de ses préjugés d'humaniste et lire les susdites œuvres avec des yeux tout neufs : je ne leur donne pas trois minutes à l'un ou à l'autre pour bailler à se décrocher la mâchoire et proclamer Cicéron le roi des raseurs.

Le "génie" des Anciens !...

Ce qui est vrai pour Cicéron, est vrai, à quelques nuances et exceptions près, pour toute l'antiquité. La vérité est que les œuvres des anciens ne sont plus que cendre ; elles sont mortes, défuntes et retombées en poussière depuis des âges, et un homme de notre temps ne peut, à remuer ces cendres, recueillir d'autre avantage que le plus suffoquant et le plus morne ennui.

Le génie des anciens ? Mais que les abonnés du « Temps », les journalistes et les bourgeois qui en ont si souvent la bouche pleine, que tous ceux qui conservent encore des illusions à cet égard essaient donc de lire en entier une œuvre de l'antiquité, une, une seule, fût-ce la plus vantée. Prenons l'Iliade, cet « immortel chef-d'œuvre ». Quiconque la lira sans parti pris ne pourra s'empêcher de reconnaître qu'Homère fait l'effet d'un vieux bafouilleur. Son art, s'il existe, est des plus fautifs et des plus enfantins. Toutes les qualités classiques d'ordre, de mesure, de correspondance des parties, si prisées de Boileau et des classiques, n'existent aucunement dans le chef-d'œuvre qui excitait leur admiration et sur lequel ils prétendaient se modeler. Contradictions, digressions, longueurs, oublis, redites, inconséquences, fourmillent dans l'œuvre homérique. Homère place autour du camp des Grecs tantôt un simple fossé, tantôt de véritables fortifications, munies de portes solides, autour desquelles Troyens et Achéens font des prodiges de valeur. Puis, l'épisode achevé, les portes disparaissent comme par enchantement, et il n'en est plus question. Jupiter envoie à Agamemnon un songe qui doit décider les Grecs à la retraite. Ils y semblent décidés en effet, puis le poète coupe sur autre chose, et il n'est plus question du songe ni de la retraite. Achille est le héros du poème, mais il passe la plus grande partie de son temps sous sa tente, à bouder ou à bavarder. Le sujet du poème est la prise de Troie ; mais nulle part il n'est question de nous raconter cet événement, et quand le poème s'achève, les Troyens sont toujours à l'abri derrière leurs murailles. Si bien que l'Iliade fait l'effet d'une œuvre tronquée, du préambule imparfait d'un récit jamais achevé. Tout le monde sait, d'ailleurs, que le manque d'unité du poème est si flagrant qu'on a pu soutenir avec beau-

coup de bonnes raisons qu'il s'agissait d'une œuvre collective, où l'on distinguait nettement la trace de personnalités diverses et d'intentions divergentes. Pendant près d'un siècle, presque tous les érudits se sont ralliés à cette opinion ; il fallait donc qu'elle trouvât un solide appui dans les textes. Aujourd'hui on est revenu à l'idée d'un auteur unique ; mais cela ne suffit pas à faire disparaître les incohérences de l'œuvre, et ce poète, quel qu'il fût, ne peut faire l'effet que d'un rapetasseur assez maladroit.

On pourrait répéter la même chose à propos de l'Odyssée. Au reste ceux qui font profession (dans tous les sens du mot) d'admirer ces antiquailles, passent le plus clair de leur temps à y rechercher les passages interpolés, ou soupçonnés de l'être. Le nombre de ces passages suspects est devenu si grand qu'admirer Homère est à présent une affaire bien chanceuse et qu'il faut vraiment du courage pour s'extasier sur quelques vers dont on vous démontrera peut-être demain qu'ils sont une addition maladroite de quelque critique alexandrin ou byzantin.

Voilà quelques-unes — quelques-unes seulement — des remarques que l'on peut faire à propos du plus célèbre des auteurs grecs. Or il faut dire que les Grecs sont au centre de toute la civilisation antique, et, de l'aveu de tous, bien supérieurs comme artistes aux Latins, qui ne furent que leurs élèves, et souvent des élèves bien médiocres. Il faut reconnaître qu'on trouve chez les Grecs quelques anecdotes, puériles, il est vrai, mais amusantes. Mais à quoi bon faire état de ces avantages, quand bien même ils seraient plus sérieux que nous ne le pensons, puisque l'on s'est résigné maintenant à abandonner le grec à quelques spécialistes. Les partisans les plus enragés des humanités ont renoncé désormais au chimérique espoir de contraindre des générations entières à pénétrer les secrets de la voix moyenne et des verbes en mi. C'était pourtant le seul moyen d'accéder directement aux sources de la civilisation antique. Car la littérature latine n'est qu'un succédané, et un succédané inférieur de la littérature grecque. Prenez les plus illustres des écrivains latins les uns après les autres, et combien en trouvez-vous qu'il soit possible de prendre au sérieux ? Virgile ? Fade imitateur, poète de second ordre et de seconde main, solennel, emprunté, ayant tous les défauts du poète officiel et du poète lauréat. Qui peut s'intéresser, de nos jours, à cette glorification empesée en douze chants des ancêtres fictifs de César et d'Auguste ? — Cicéron ? Esprit médiocre, politicien peu intelligent, juriste borné, cauteleux, vétilleux et vaniteux, dont tout le mérite consiste en quelques ficelles d'avocat et quelques clausules de rhéteur, adaptées du reste à un état d'esprit et à un état social disparus sans retour. On ne peut le suivre aujourd'hui dans les circonvolutions de ses périodes qu'au prix d'un effort intense. Essayez de lire un de ses discours. Essayez surtout de lire un de ses traités de rhétorique, où se trouve concentrée la quintessence de son art. Prenez l' « Orator » considéré par quelques-uns comme un sommet de la pensée cicéronienne. Je défie un honnête homme de notre temps, un esprit ouvert et actif, de s'intéresser à ces divisions et subdivisions puériles, à ces recettes d'école, d'une école depuis longtemps tombée en poussière. Je défie quiconque n'est pas lui-même un fossile hermétiquement fermé aux influences de son temps d'arriver à lire sans tomber aussitôt dans un sommeil profond plus de trois pages de ce miracle de fatras et de cuistrerie.

Et qui trouverons-nous après ces géants ? — Quintilien, ce sous-Cicéron, plus insipide encore que son maître ? — Tite-Live, ce rédacteur de journal officiel, le Jean de Pierrefeu des guerres puniques ? — Sénèque, ce moraliste banal et diffus, le Clément Vautel du règne de Néron ? — Suétone, chroniqueur à la petite semaine, médiocre échotier du haut empire ?

— Sans doute, il y a bien quelques poètes : Catulle, Plaute, Horace, qui, en dehors de leurs exercices d'école (car ils ont tous été scolaires à leurs heures), nous offrent quelques pages qui ne manquent pas de verdeur. Mais justement, ce sont celles-là qu'on ne met jamais entre les mains des élèves. Elles ne sauraient donc entrer en ligne de compte.

Tout bien considéré, il ne reste guère que deux auteurs, dans toute la littérature latine, auxquels on se sente obligé d'accorder un certain respect : Lucrèce et Tacite. Mais leur cas appelle aussi certaines restrictions. D'abord, eux aussi, on ne les présente guère aux élèves que soigneusement édulcorés et émasculés, Tacite surtout. De plus, ils sont difficilement abordables. Dans le secondaire, quelques élèves seulement pourront en apprécier quelques pages, tout à la fin de leurs études, et ce sont plutôt des auteurs d'enseignement supérieur. S'ils en retirent un certain bénéfice, quel maigre bénéfice, au bout du compte, et conquis au prix de quels sacrifices ! Encore faut-il être bien optimiste pour penser que ce bénéfice existera longtemps. Les bacheliers capables de lire Tacite se font rares.

Ajoutons enfin que ces deux auteurs eux-mêmes ne forcent peut-être notre estime que grâce à notre ignorance. Ils avaient peut-être, ils avaient sans doute des modèles qui nous demeurent inconnus ; et nous voyons peut-être puissante originalité là où il n'y a que plat démarquage. Si nous possédions les œuvres complètes d'Epicure, serions-nous aussi convaincus de la profonde nouveauté des vues de Lucrèce ? Le poète latin fut-il un penseur original ou un médiocre traducteur ? A-t-il forgé lui-même sa conception du monde, ou s'est-il borné à versifier en tirades pénibles et rocailleuses les pensées lucides du philosophe grec ? — Pour Tacite, il semble acquis qu'il fut un compilateur, bon styliste, mais sans valeur comme historien, vérifiant peu ou pas les faits, même ceux qu'il aurait pu connaître directement, et dont tout le mérite fut d'orner de pointes et de concetti des narrations journalistiques. Décidément, tout cela ne suffit pas pour constituer une école idéale d'humanité. La littérature latine apparaît, quand on la regarde de près, comme tout à fait impuissante à nous renseigner sur les mystères de l' « homme » ou de l' « humain ».

La culture... des citations

La vérité, il nous faut le redire, c'est qu'on se donne bien rarement la peine d'y regarder de près. A part les spécialistes pratiquants, les partisans les plus convaincus du latin, professeurs, bourgeois, journalistes, vivent sur leurs souvenirs. Ils relisent

parfois (pas toujours) mais ne lisent pas. On a gardé le souvenir d'avoir rencontré, à certaines heures, dans le fatras gréco-latin, quelques strophes ou quelques pages qui vous ont paru « fortes ». Elles ne paraissent telles, le plus souvent, que par contraste avec la médiocrité de l'ensemble où elles se trouvent. Il arrive que, dans certaines circonstances, grâce à une certaine disposition d'esprit, on prend un réel plaisir à relire ces quelques lignes ou ces quelques vers. Dans un moment de loisir ou de désœuvrement on rouvre un vieux bouquin et on savoure deux ou trois antithèses de Tacite, quelques formules martelées de Lucrèce, et la magie des souvenirs de jeunesse se joignant au vain plaisir de se sentir encore capable de lire les auteurs dans le texte, de goûter une liqueur interdite au vulgaire, on referme le volume poudreux en se disant avec conviction : « Tout de même, hein, ces anciens, on ne les a pas encore dépassés ! » Voilà sans doute ce qui doit ou ce qui peut arriver de temps en temps à M. Abel Hermant, et à tous les Xavier de la bourgeoisie.

Mais ce petit exercice ne saurait être considéré comme une véritable prise de contact avec les littératures anciennes. Rien de commun entre le fait d'entretenir dans sa mémoire quelques phrases bonnes à fournir des citations impressionnantes et celui de lire vraiment une œuvre, comme nous lisons vraiment les œuvres modernes. Combien y a-t-il de personnes en France qui lisent les « Histoires » ou le « De Natura rerum » de la même façon, qu'on peut lire ou relire Candide, le Buch der Lieder, Babbitt ou Poil de Carotte ? Où sont-ils, ceux-là ? Qu'on les mette sur un rang, à la file, pour les compter.

L'immense majorité des « humanistes » vit sur quelques citations, presque toujours les mêmes, mais plus ou moins fournies, plus ou moins variées, originales ou exactes, selon qu'ils ont été plus ou moins loin dans leurs études. Il en est quelques-unes à cet égard tout à fait caractéristiques, et qui peuvent servir de pierre de touche. Prenez le fameux passage de Lucrèce : « Qu'il est doux, quand la mer est agitée... » Presque tous les bacheliers, même quand ils ont passé leur bachot en achetant le texte de la version trois semaines à l'avance ou en se faisant pistonner par un inspecteur d'Académie, sont capables de citer les premiers mots : « Suave mari magno... » (Beaucoup de primaires, d'ailleurs, désireux de se faire passer pour bacheliers, ambitionnent d'en faire autant, et y parviennent très bien, grâce aux pages roses du dictionnaire Larousse). Mais il n'y a guère que les licenciés ou les étudiants de licence qui soient capables d'aller un peu plus loin : « laborantibus aequora ventis... » Si vous interrogez enfin la plupart des agrégés, ils seront capables, en bafouillant plus ou moins, d'achever tant bien que mal la citation : « Heu, alterius...mm... mm...e litore magnum... magnum e litore... spectare laborem ! » Mais pour arriver vraiment à donner sans hésitation et sans embarras le texte exact et complet, il faut être candidat à l'agrégation et avoir Lucrèce au programme. Dès qu'on a passé l'examen, les deux vers s'estompent dans votre mémoire avec une rapidité merveilleuse.

Ce que nous venons de dire de ces deux vers de Lucrèce, étendez-le à quelques douzaines de vers, à une douzaine de pages, peut-être, en moyenne, et vous aurez dans le creux de la main ce qui est, dans l'immense majorité des cas, le résultat total et le bénéfice net des études latines.

Ce résultat est-il en proportion avec l'effort accompli ? — Quand bien même il le serait, il faudrait encore se rappeler que jusqu'ici nous nous sommes placés dans l'hypothèse la plus favorable ; nous avons envisagé le résultat maximum, celui qu'on peut obtenir en poussant les études latines jusqu'au bout, en se rendant vraiment capable de prendre contact avec les textes. Mais combien de bacheliers, aujourd'hui, vont jusque là ? Combien sont vraiment capables, immédiatement avant ou immédiatement après l'examen, de lire assez couramment un texte latin, même facile, pour en retirer une jouissance littéraire ?

Répondre à cette question serait si hasardeux qu'on a essayé depuis longtemps de trouver d'autres arguments, et plus solides, en faveur du maintien du latin dans l'enseignement secondaire. Le seul fait d'apprendre le latin, même imparfaitement, constituerait, dit-on, une excellente gymnastique intellectuelle. Le vocabulaire latin, la syntaxe latine, par leur opposition aussi bien que par leur analogie avec le vocabulaire français et la syntaxe française, suffiraient à fournir la base d'un entraînement rationnel, dont l'esprit sortirait assoupli et vigoureux. On a brodé sur ce thème maints enjolivements, on a greffé sur lui bien des arguments. Resterait à examiner ce qu'ils valent, et s'ils valent plus et mieux que les rhapsodies de Virgile. C'est ce que nous examinerons quelque jour.

Régis MESSAC.

L'étudiant a acheté à bon argent une «culture», qui ne se dispense que dans des «institutions», des écoles, des salles d'examen, et qu'on ne trouve pas au contact des hommes ou dans sa conscience. Du chaos des traditions, des opinions, des connaissances, philologues et ministères ont tiré une certaine moyenne. On la divise par les capacités moyennes de l'élève moyen, et on constate qu'en un certain nombre d'années, on pourra faire ingurgiter, d'un certain nombre de spécialités, un certain nombre de données.

Ainsi la « culture » n'est plus une énergie intérieure, qui « forme », ce n'est plus la faculté de discerner le vrai du faux, la vie de la mécanique ; ce n'est plus cet instinct populaire d'où est née la floraison des poésies, des religions, l'épopée des mœurs et d'un peuple. C'est la mesure exacte d'une certaine connaissance imposée, la capacité de se risquer au milieu d'autres personnes sans se faire mépriser, et d'apporter à ce contact, autant que possible, un sentiment de supériorité personnelle, un mépris vaniteux des classes « basses ». C'est un vernis qui nous permet de cacher notre ignorance et de ne pas faire rire à nos dépens sur le point des choses qu'on « doit savoir ».

Eugen DIESEL.

La renaissance du Syndicalisme

La grande question du prochain Congrès de la C. G. T.

Le congrès confédéral de 1933 va s'ouvrir dans des circonstances particulièrement graves.

Quatre années de crise économique intense ont ébranlé tout le système capitaliste: le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, qui réussissait, dans le passé, à rétablir l'équilibre de la production, se trouve faussé par l'intervention de l'Etat et des forces économiques organisées; les institutions démocratiques, création d'un capitalisme florissant et sûr de lui-même, comme les institutions de collaboration entre classes ou entre nations créées après-guerre pour maîtriser les antagonismes de classes ou les rivalités entre nations, chancellent, s'avèrent incapables de ramener l'équilibre et l'ordre dans la société capitaliste.

Dans ces conditions, quelle doit être la position de la C.G.T.? Doit-elle s'entêter à revivifier des institutions moribondes et qui ne sont pas viables du fait qu'elles veulent remédier à des maux sans s'en prendre à leurs causes? Ou doit-elle carrément rompre avec elles et s'apprêter à prendre la succession d'un régime qui croule?

Telle est la question qui se pose à la veille du congrès confédéral; question à laquelle sont subordonnées toutes les autres.

*
* *

Déjà, en 1931, les symptômes de faillite du régime capitaliste apparaissaient nettement. Le congrès de Japy les souligna dans la résolution sur la crise économique. Il reconnut que la crise prenait déjà « de plus en plus le caractère d'une crise de régime », et affirma qu'un « régime qui en est réduit, pour durer, à détruire des stocks de produits accumulés par le labeur humain, cependant qu'il affame d'autre part des dizaines de millions d'individus, prononce lui-même sa propre condamnation. » Il caractérisa même l'orientation politique nouvelle du capitalisme en pleine déchéance en déclarant que la crise : « porte le capitalisme à rechercher dans le domaine politique des moyens de répression renforcés se traduisant par l'accentuation des pratiques fascistes. »

Mais le congrès espérait encore tout de même, dans son énorme majorité, que la plupart des problèmes posés par la crise pourraient être résolus dans le cadre des institutions existantes. Il fit encore une fois, confiance aux organismes de collaboration, estimant que la recherche des solutions nouvelles s'imposait « aux organismes économiques nationaux et internationaux qui doivent être enfin dotés de leur statut définitif » ; il croyait encore possible de substituer « au jeu des forces aveugles antagonistes » une « coopération internationale organique et permanente», qui établirait sans supprimer le profit capitaliste « un autre agencement des rapports entre les hommes et les peuples, d'autres formules de production et de répartition des richesses ».

Cependant un doute planait: la confiance n'était plus entière et le congrès devait envisager, à la fin de sa résolution, le cas où ces solutions s'avéreraient inefficaces.

> Et si — dit cette résolution — malgré toutes les mesures prises, toutes les directives nouvelles, toutes les suggestions faites par les organisations ouvrières en vue d'éviter les pires calamités et les plus redoutables réactions, en un mot, si le capitalisme plaçait les prolétaires devant sa carence définitive, les organisations ouvrières doivent se déclarer prêtes à substituer leur activité à la défaillance du régime déchu.
>
> Dans cette éventualité, le congrès charge le bureau et la C.A., de préparer, avec l'aide des techniciens de tous ordres, adhérant aux organisations confédérées, l'organisation de la production et de la consommation.

C'était net. Et cette décision énergique était applicable non pas dans un avenir indéterminé, mais dans un avenir tout proche, dans le court laps de temps qui s'écoulerait avant le congrès de 1933. Le bureau et la C.A. étaient même mandatés pour en prendre l'initiative.

*
* *

Or, que s'est-il produit? Les suggestions de la C.G.T. ont-elles été prises en considération? Ont-elles été appliquées? Les organismes nationaux ont-ils apporté des remèdes efficaces à la crise? Ont-ils consolidé la paix?

Non. L'échec entrevu par le congrès de Japy a été complet, retentissant: le Conseil National Economique n'a apporté aucune réalisation; la S.D.N. n'a pu qu'assister impuissante à la conquête d'une partie importante du territoire de l'un de ses membres par un autre de ses membres ; la conférence du désarmement s'est épuisée en vaines et puériles discussions; les conférences économiques n'ont pas pu maîtriser les nationalismes ni remédier au chômage...; le fascisme s'est installé dans de nouveaux pays, menaçant de devenir la forme normale de la domination bourgeoise.

Dans ces conditions, quelle devait être l'attitude du bureau confédéral? Le moment n'était-il pas venu de mettre en application le dernier paragraphe de la motion de Japy?

Nous estimons que si.

Et pourtant le bureau confédéral a semblé méconnaître cette résolution. Il a continué à participer aux travaux d'institutions dont l'impuissance s'affirmait de plus en plus nettement.

Peut-être se justifiera-t-il en déclarant qu'il a voulu attendre les conclusions de la conférence du désarmement et de la conférence économique de Londres!

Attendons ces conclusions. Elles ne peuvent pas davantage apporter de solutions efficaces, parce qu'il n'y a aucune solution au désordre actuel dans le cadre du régime capitaliste.

Mais le congrès lui, aura à se prononcer, il devra dire si oui ou non ses suggestions ont été prises en considération, si, oui ou non, on peut encore faire confiance au capitalisme pour remédier aux maux qu'il a engendrés.

Nous savons qu'il est difficile de rompre brutalement avec un passé qui vous a pris tout entier, avec des habitudes de penser et de lutter qui ont fini par faire partie de vous-même. Et l'on comprend que les responsables de la C.G.T., hésitent à renoncer en une politique en laquelle ils avaient mis tous leurs espoirs. Mais la situation est assez grave pour que l'on envisage les solutions qu'elle exige, en dehors de toutes considérations personnelles ou sentimentales.

Seul l'intérêt de notre classe doit dicter nos déterminations. Or, puisque deux nouvelles années de pratiques de collaboration de classe viennent de nous prouver encore avec éclat l'impuissance des institutions bourgeoises, nous n'avons plus à hésiter. Nous devons rompre avec elles, rompre brutalement, carrément. C'est le meilleur moyen pour notre C.G.T. d'attirer sur elle l'attention de tous les travailleurs, d'apparaître comme la force neuve, la force libre, indépendante, capable de réaliser l'unité ouvrière en son sein, capable d'orienter le prolétariat vers la suprême révolte et de le préparer à jeter les bases d'un monde nouveau.

Le moment est venu pour la C.G.T., de reprendre affirmativement les conclusions conditionnelles de Japy :

Puisque le capitalisme place le prolétariat devant sa carence définitive, les organisations syndicales se déclarent prêtes à se substituer à la défaillance du régime déchu.

C'est la seule solution possible, à tous les problèmes posés par la crise. La reculer encore serait compromettre toute notre action future, et risquer de nous laisser désorientés par les graves événements qui peuvent surgir.

L'exemple de la C.G.T. allemande doit nous servir de leçon. En s'attardant à sauver des institutions périmées, la C.G.T. sombrerait avec elles.

U. THÉVENON.

L'Unité Syndicale et les deux Congrès confédéraux

A quelques mois seulement des congrès confédéraux, il est infiniment regrettable de constater que la question de la reconstitution de l'unité syndicale, qui est encore plus nécessaire aujourd'hui qu'en 1931, ne fasse pas l'objet d'une plus grande discussion.

Et pourtant, après deux ans d'existence de la motion de Japy, le moment n'est-il pas venu d'en dresser le bilan, c'est-à-dire d'étudier ce qu'elle a apporté à l'unification des forces syndicales ?

Que l'on m'excuse de ce que certains appellent une marotte, mais je suis un de ceux qui ne peuvent se résoudre à la mort du « Comité des 22 ». J'ai toujours attendu que, sous un nom différent peut-être, il ressuscite, car j'étais persuadé que ce n'étaient pas les organismes officiels de la C.G.T. ou de la C.G.T.U. qui pouvaient prendre en mains la question de l'unité syndicale, ou que s'ils la prenaient, c'était alors avec l'intention bien déterminée de la torpiller.

Je ne pense pas que sur ce point, les événements de ces deux dernières années puissent démontrer le contraire. En effet, des deux côtés, du côté de la C.G.T. comme du côté de la C.G.T.U., on a essayé d'enterrer l'unité syndicale, après avoir tué les « 22 ».

Aujourd'hui, la disparition du « Comité des 22 » nous apparaît comme une perte beaucoup plus grande que certains militants ne l'avaient supposé tout d'abord.

On sent très bien, à la veille des congrès confédéraux, qu'il manque l'organisation nécessaire pour créer l'ambiance à une agitation en faveur de l'unité syndicale. Or, cette ambiance, seul le « Comité des 22 » avait su la créer en 1930-31. Et, ne fût-ce que pour ce résultat, il n'aurait pas dû disparaître avant d'avoir atteint son but.

Mais, ce qui contribua beaucoup à faire naître l'enthousiasme autour du « Comité des 22 », c'est qu'il préconisait une idée simple, accessible à la compréhension de tous: nous reconstruire l'unité syndicale. Quoi de plus simple, en effet, que le congrès national de fusion ? Et n'était-il pas aussi le meilleur moyen de reconstruire l'unité syndicale à la satisfaction de tous, c'est-à-dire sans vainqueurs ni vaincus ?

Ah ! je sais, on me répliquera que la « motion de Japy » avait créé une situation nouvelle et qu'il ne fallait pas abandonner le but pour le moyen.

Mais, après bientôt deux ans d'existence de la « motion de Japy », est-ce que le but, c'est-à-dire la reconstruction totale de l'unité syndicale, a été atteint ? Non, n'est-ce pas ? Il y a bien eu, de-ci de-là, des fusions partielles, mais cela ne résout pas la question: la scission syndicale existe toujours.

Certes, je suis d'accord avec Chambelland pour dire que si la C.G.T.U. l'avait voulu, « la fusion simultanée des organismes syndicaux parallèles aurait pu permettre la reconstitution de l'unité syndicale au 1er janvier 1932 » (1). Mais, puisque la C.G.T.U. avait repoussé ce moyen, la « motion de Japy » n'avait plus aucune valeur pour les militants du « Comité des 22 », car elle ne servait plus alors qu'à désagréger une centrale syndicale au profit d'une autre.

Pour ma part, je pense donc que le mieux qu'on aurait eu à faire après le congrès de Magic-City, ç'aurait été de revenir à la position initiale des « 22 », contenue dans la déclaration du 11 janvier 1931, c'est-à-dire au congrès national de fusion.

Aujourd'hui, à voir comme le mouvement était parti, on aurait pu se présenter de nouveau devant les congrès confédéraux avec de grandes chances de succès. Tandis que dans cette situation les prochains congrès confédéraux ne feront pas avancer d'une minute l'heure de la reconstitution de l'unité syndicale.

Voilà à quel résultat ont abouti ceux qui, abandonnant le congrès national de fusion, voulaient réaliser de suite l'unité syndicale par le moyen de la motion de Japy, après le refus de la C.G.T.U.

Que ces derniers mois nous servent de leçon. Nous ne devons nullement compter sur les organismes officiels de la C.G.T. ou de la C.G.T.U. pour créer l'agitation nécessaire en faveur de l'unité syndicale.

C'est à nous, militants unitaires des diverses centrales syndicales, qui poursuivons le même but, de nous unir, tout en restant dans nos organisations respectives, et de nous remettre au travail pour créer de nouveau le vaste mouvement unitaire qui avait, en 1930-31, fait naître de si grands espoirs.

Marcel GRUSON.

AVANT LES CONGRÈS

La motion contre la guerre des instituteurs confédérés de la Loire

L'an dernier, en vue du congrès de Clermont, la section de la Loire du Syndicat National, s'était déjà prononcée sur la question de la guerre. Reprenant à son compte la conclusion des motions des congrès confédéraux de Marseille 1908, Toulouse 1910 (motion de Marseille représentée à nouveau par le nouveau secrétaire confédéral Jouhaux), Paris 1912,

(1) *Cri du Peuple* du 20 novembre 1931.

elle demandait à la C.G.T. de reprendre sa campagne antimilitariste et antipatriotique, de reprendre l'éducation de la classe ouvrière pour qu'elle puisse répondre à l'ordre de mobilisation par la grève générale insurrectionnelle.

Cette année, sa position n'a pas varié. Mais étant données la gravité de la situation et les menaces de fascisme, elle a cru devoir rattacher la question de la lutte contre la guerre aux autres problèmes posés par la faillite des institutions bourgeoises et du mode de production capitaliste, la rattacher à l'orientation de la politique confédérale.

En effet, tant que la C.G.T. persistera à vouloir animer les institutions chancelantes de la bourgeoisie et à collaborer avec les gouvernements bourgeois, il ne peut être question d'action sérieuse contre la guerre ou contre le fascisme.

La guerre et le fascisme ne peuvent être évités, au moment décisif, que par une levée en masse des travailleurs; mais cette levée en masse n'est possible qu'avec une classe ouvrière qui a nettement conscience des responsabilités qui lui incombent et qui a confiance en sa propre force, en sa force seule.

De sorte que la tâche essentielle, urgente, de la C.G.T., doit consister avant tout à faire l'éducation de classe des travailleurs. Un tel rôle exige de sa part une entière liberté, une indépendance absolue, qui ne peuvent être réalisées que par la rupture complète avec les gouvernants et les institutions bourgeoises. La collaboration gouvernementale pratiquée par la C.G.T. entretient une dangereuse passivité dans la classe ouvrière et risque de détacher celle-ci de la C.G.T. au moment du danger; elle est incompatible avec le travail d'éducation qui s'impose en notre période de déchéance du régime, où la classe ouvrière peut être appelée, dans un avenir proche, à prendre la succession de la bourgeoisie.

C'est pourquoi, la section de la Loire, tout en reprenant sa motion de Clermont, estime que la rupture de la C.G.T. avec sa politique de collaboration gouvernementale, que son retour à la pratique de l'action directe sont indispensables pour pouvoir entreprendre une préparation sérieuse de la grève générale.

Créons d'abord les conditions favorables à notre travail d'éducation, ne faisons rien qui nuise ou rende impossible ce travail qui est à la base de toute action contre la guerre ou contre le fascisme.

U. T.

* * *

Voici cette motion que présentera notre camarade Mouillaud, en conclusion du rapport documenté qu'il a établi en vue du congrès; motion que le conseil syndical a fait sienne, à l'unanimité:

Convaincu que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et que la guerre, conséquence inévitable du mode de production capitaliste, ne peut être écartée que par une levée en masse des travailleurs revêtant le caractère d'une grève générale insurrectionnelle.

Le congrès du S.N., réuni à Paris, les .... août 1933, estime que l'action contre la guerre ne doit pas être séparée de l'action d'ensemble contre le régime et qu'elle doit tendre essentiellement à ranimer la conscience de classe des travailleurs et leur confiance en leur propre force, de façon à pouvoir les dresser en bloc contre leurs oppresseurs en cas de guerre.

En conséquence, il condamne toute action qui ferait confiance à des gouvernements ou à des institutions extérieures à la classe ouvrière pour empêcher la guerre ou assurer la défense des intérêts des travailleurs.

Il estime également qu'il y a incompatibilité entre le fait d'être syndiqué et celui d'occuper une fonction militaire quelconque ou de collaborer à la préparation de la guerre sous quelque forme que ce soit, ce qui implique l'organisation par la C.G.T. du renvoi collectif des fascicules de mobilisation et du refus de participer à tout exercice de défense dite nationale. Mais, convaincu qu'aucune action efficace contre la guerre ne peut être entreprise tant que continuera la politique confédérale actuelle, il se prononce pour le retrait de Jouhaux de la S.D.N. et des conférences internationales, contre l'acceptation de toute délégation gouvernementale dans des organismes de collaboration de classe de la part des militants responsables de la C.G.T.

Il demande à la C.G.T. de revenir aux méthodes d'action qui font exclusivement appel aux forces propres de la classe ouvrière, persuadé que c'est le meilleur moyen de réaliser l'unité syndicale et de placer ainsi le prolétariat dans les conditions les plus favorables pour engager la lutte contre les exploiteurs.

Il lui demande d'organiser un centre national de vigilance avec sections départementales, ayant pour but unique de mobiliser les travailleurs en vue de déclancher une action insurrectionnelle quand les circonstances l'exigeront.

LETTRE DE LA QUINZAINE

Nicole, Mooney, Serge. — Le meeting du 21 juin. — Front commun. — Les déceptions de Genève.

Paris, le 18 Juin.

Je me suis réjoui trop vite. Contrairement à mes prévisions de l'autre quinzaine, le procès de Genève ne s'est pas terminé par un acquittement général. Sept des « inculpés » ont été frappés de 2 à 6 mois de prison, et, parmi eux, Nicole, qui était particulièrement visé.

Faut-il considérer ce verdict comme une manifestation de la peur du socialisme? Cela me semble plausible après l'éclatant succès de nos camarades suisses dans le referendum sur les traitements des fonctionnaires.

Ainsi, les fusilleurs sont absous et les fusillés sont condamnés! Quoi donc pourrait mieux éclairer l'incroyable hypocrisie de cette bourgeoisie suisse, qui ose se flatter d'être démocratique et juste?

Elle est bien le digne pendant de la bourgeoisie américaine. Goûtez le dernier exploit de celle-ci. Tom Mooney, bien qu'acquitté, est maintenu en prison. La justice d'outre-Atlantique ne lâche pas facilement ses proies: elle montre qu'elle est toujours l'effroyable machine, dont l'exécution de Sacco et de Vanzetti nous avait donné une idée.

Quant à Victor Serge — et ce n'est pas de ma faute si la répression exercée contre les révolutionnaires en U.R.S.S. se situe sur le même plan — nous venons d'apprendre, non pas sa condamnation — il ne saurait y avoir condamnation puisqu'il n'y a pas eu procès — mais la décision *du Guépéou à son endroit. Il est frappé de deux ans de déportation: il devra aller résider en un point fixé, sous la surveillance de la police. Comme quoi il n'y a pas que l'impérialisme pour pratiquer la « résidence forcée ». Pratiquement, il peut s'agir d'une déportation à vie, puisque, comme le rappelle Souvarine dans le* Travailleur de l'Est, *une sentence prise par le Guépéou est renouvelable au gré du seul Guépéou.*

Tout ceci sans que personne connaisse — le « condamné » lui-même l'ignore — le « délit » commis.

Nous avons pu, cette quinzaine, nous entretenir collectivement des problèmes russes avec un camarade qui

revient de là-bas. Il s'agit d'un homme qui n'a pas quitté la Russie depuis la révolution, et devant la valeur et la bonne foi de qui tous s'inclinent. Eh bien! il nous a brossé de l'U.R.S.S. un tableau effrayant.

L'arrestation de Serge n'est qu'une pâle illustration d'un régime intérieur où aucune liberté n'est accordée au révolutionnaire hérétique. Pour le révolutionnaire, *— vous entendez bien: pour le révolutionnaire — qui entend seulement mettre en discussion la politique du gouvernement soviétique, pas un moyen d'expression. S'il manifeste la moindre opposition, on le prive de travail, on l'enferme, on le déporte.*

Ne me faites par l'injure de croire que j'exagère : il s'agit là d'un état de choses que les militants communistes de notre pays connaissent tout aussi bien que les « oppositionnels ». Et c'est loin d'être réjouissant.

*
* *

Je vous ai parlé, l'autre quinzaine, de l'inaction de la C.G.T. devant les manifestations des paysans, contribuables et commerçants. On m'a dit que j'ai eu tort de parler d'inaction. La preuve en est que l'Union des syndicats confédérés de la région parisienne organise, pour mercredi 21, un grand meeting à Japy, réplique à ces manifestations. Il me sera permis de souligner que les manifestations profascistes ont eu lieu fin mai, avant le vote du budget, et qu'y répondre le 21 juin c'est venir comme la moutarde après dîner. Mais, enfin, il n'est jamais trop tard pour bien faire, et il est tout de même heureux que l'on se soit décidé à se mettre en mouvement.

*
* *

A ce propos, un nouveau groupement nous est né qui s'appelle le Front commun. *Le Front commun a été créé essentiellement pour lutter contre le danger fasciste. Il s'adresse aux militants de toutes les tendances, aux communistes, aux socialistes, aux syndicalistes, et même aux... petits-bourgeois. Ses promoteurs sont le député ex-radical Bergery, le député Monnet et Bernard Lecache. Des militants confédérés qualifiés de la Seine ont donné leur adhésion à ce mouvement. Quant aux communistes, on se demande s'ils y viendront. C'est bien douteux.*

En tout cas, je connais des militants syndicalistes qui pensent que, pour être efficace, la lutte antifasciste devrait être menée par les syndicats et par eux seuls. Quel besoin de toujours recourir à des formations extérieures au mouvement syndical? Pourquoi toujours attendre que des parlementaires et des journalistes prennent une initiative? La C.G.T. ne pouvait-elle assurer elle-même l'organisation et l'action préventives contre le danger fasciste?

Moi, j'en ai soupé, des formations extérieures et des groupements à côté. Tant qu'on ne rendra pas au mouvement syndical sa valeur d'antan, il n'y aura rien de fait. Le Front commun risque de venir s'ajouter sous peu à toutes les expériences négatives accumulées depuis des années.

*
* *

Grosse déception dans les milieux dirigeants de la C.G.T. Pour le prochain congrès confédéral, Jouhaux voulait « sa » convention des 40 heures. Eh bien! il ne l'aura pas. La conférence internationale du travail, ce mardi 13 *juin, a repoussé l'urgence de la discussion d'une telle convention. C'est seulement l'an prochain que Genève discutera un projet de ce genre!*

Ce qui, dans cette affaire, peut surprendre, c'est la surprise de certains devant cette attitude du Bureau international du travail. Ah çà! il y a donc encore des gens qui croient qu'on peut obtenir des réformes, même de petites réformes, sans action? Et comment peut-on encore, je vous le demande, croire *au B.I.T.?*

Le B.I.T. est au point mort. La machine tourne à vide. Le moulin moud du vent. Un syndicalisme d'action lui aurait depuis longtemps souhaité le bonsoir.

Il en aurait d'autant moins de regret que l'organisation de Genève s'apprête, en dépit des protestations ouvrières, à s'incorporer les laquais de Hitler comme elle s'est incorporé ceux de Mussolini.

Mais en dépit de tout, la C.G.T. reste à Genève. Elle va même à Londres. Qu'en dira le prochain Congrès?

M. CH.

A TRAVERS NOTRE COURRIER

En Espagne.

Je crains que la Fédération anarchiste ibérique ne parvienne à épuiser complètement les syndicats. Une partie est déjà dans l'autonomie et s'intitule: Fédération syndicaliste libertaire d'Espagne. Des rentrées à l'U.G.T., je ne suis pas au courant. Toutefois, je ne vois guère ce qu'elles pourraient donner de positif à l'heure actuelle, étant donné la position bien établie de la Centrale socialiste...

Une réponse.

Nommément désigné dans la *Révolution Prolétarienne* du 25 mai dernier, je vous demanderai de bien vouloir insérer ma réponse à l'information de votre correspondant anonyme.

Je relèverai d'abord deux erreurs dans ladite information: 1° depuis près de deux mois je ne travaille plus que l'après-midi, au *Petit Parisien*, la nouvelle que vous donnez n'est donc plus une nouvelle et ne vient plus en son temps; 2° je me suis abstenu de toute action en vue dans le parti socialiste tant que j'ai fait un service et demi; or au moment où j'ai défendu la motion de l'« Action socialiste », cette situation n'existait plus, donc seconde erreur.

Il est vrai que je reste radié du syndicat des correcteurs pour action antisyndicale et c'est précisément sur ce point que je voudrais répondre à la note plus qu'aimable de votre anonyme correspondant.

Il y a quelques années, cinq ans à peu près, j'eus le malheur de voir ma femme tomber dangereusement malade, d'une maladie qui demande des soins longs et coûteux et dont, hélas ! on ne guérit pas souvent, du reste ma femme est encore en traitement.

Ayant deux enfants à élever et un père âgé à ma charge, je ne pouvais arriver avec mon seul salaire à soigner ma femme, je sacrifiai déjà l'avenir de ma fille dont je pensais faire une institutrice; fallait-il encore sacrifier la santé de ma femme et la voir mourir sans lui donner les soins indispensables ? On peut souffrir soi-même pour des principes, mais a-t-on le droit de faire souffrir les siens pour ces mêmes principes ? C'est ce qui reste à démontrer.

C'est alors qu'on me proposa, il y a environ deux ans et demi, un demi-service le matin à *Paris-Midi*; je l'acceptai, ne pouvant plus me débrouiller autrement.

Un jour, je fus avisé par le syndicat d'avoir à me présenter devant le comité un après-midi, comme je travaillais ce jour-là, j'écrivis que je ne voulais pas perdre un service et qu'on me convoquât à un autre moment.

Je n'entendis plus parler de rien, sinon qu'à une assemblée générale, à laquelle on avait omis de me convoquer, j'avais été radié sans qu'on m'eût permis tout au moins de m'expliquer.

La justice bourgeoise est plus tolérante; dans le parti socialiste même on n'exclut jamais quelqu'un sans l'avoir entendu et il peut toujours faire appel de la sentence.

Laissons de côté la question sentiment; dans la période difficile que nous traversons, chacun a ses ennuis, mais il est une autre question que j'aurais voulu voir solutionner une fois pour toutes: le syndicalisme est-il une conception altruiste ou bien doit-on le ramener à une conception égoïste se cantonnant dans le cadre restreint d'une profession ? Y a-t-il sur certains points des cloisons étanches entre les différents syndicats ?

Lorsque je vois autour de moi beaucoup de camarades, et souvent des syndiqués farouches, qui, en outre de leur emploi de correcteur, ont une autre occupation qui leur permet d'améliorer leur situation et qui même parfois syndiqués dans une autre profession sont de plus correcteurs, je me fais cette réflexion: ces syndiqués, en période de crise, ne font-ils pas une action antisyndicale en occupant deux emplois ?

Je sais, les statuts du syndicat des correcteurs n'ont prévu le doublage que dans la même profession, ce qui fait qu'on peut voir des camarades représentants, traducteurs, rédacteurs, secrétaires, fonctionnaires même, etc. en même temps que correcteurs, or ceux-là, paraît-il, ne font pas de tort aux chômeurs.

N'existe-t-il pas un camarade placé au *Populaire* par un de ses parents, correcteur lui aussi de son premier métier et traducteur de son second, dirigeant à l'époque du syndicat des correcteurs, or ledit correcteur du *Populaire* n'est-il pas déjà secrétaire très bien appointé d'un gros propriétaire de courses ?

Et combien d'autres que vous connaissez, sans doute, aussi bien que moi.

C'est cette inégalité, ce *jésuitisme*, je dirai le mot, qui m'a écœuré et qui m'écœure encore, d'autant plus que je puis affirmer que je suis absolument certain de ne pas avoir occupé la place d'un chômeur: moi parti, on n'aurait pas pris un chômeur.

Aujourd'hui, le syndicat a réussi à placer des syndiqués à *Paris-Midi* et à *Paris-Soir,* mais là encore, la mesure n'a pas été générale et on a conservé un correcteur qui double dans les deux journaux et qui n'est pas syndiqué. Pourquoi ?

Il est évident que si j'avais trouvé à côté de mon emploi de correcteur une occupation *en dehors de la profession,* me rapportant plus que la correction, je serais encore un bon syndiqué et un bon socialiste, et la *Révolution Prolétarienne* ne m'aurait pas cloué au pilori, mais ayant enfreint les règlements syndicaux, j'aurais dû ne plus militer dans le parti socialiste — où cependant tant de camarades aussi cumulent — et rejoindre la grande masse des inorganisés. Cela viendra peut-être, mais laissez-moi vous dire, en conclusion, que militant depuis de nombreuses années dans le parti socialiste, je suis fier de dire que je n'ai jamais profité du parti, pas plus que du syndicat et que mon action au sein du parti m'a plus nui qu'autre chose. — R. Fogel.

P.S. — Excusez la longueur de ma réponse, je pense que malgré cela vous voudrez bien l'insérer.

N.D.L.R. — Fogel ayant été mis en cause ici-même, il est parfaitement naturel que nous insérions sa réponse, malgré sa longueur. Il nous suffit d'ajouter que Fogel confirme l'essentiel de ce que nous avons publié, à savoir que ce socialiste d'extrême-gauche est radié du syndicat confédéré de sa profession pour attitude antisyndicale. Nos lecteurs jugeront eux-mêmes, d'ailleurs. Quant à ce qui se passe dans le syndicat des correcteurs, Fogel doit comprendre qu'il est désormais sans autorité pour en discuter.

A travers les Livres

Magdeleine Paz : UNE SEULE CHAIR (Corréa).

Parce que Magdeleine Paz occupe une place en dehors de la « production littéraire », on ouvre ses livres avec amitié — une amitié redoutable et qui rend exigeant. D'elle nous attendons ce que nous savons ne point trouver chez l'immense majorité des « producteurs »: un reflet de l'humanité que nous côtoyons — un éclaircissement de l'un des problèmes qui nous préoccupent.

Une seule chair répond largement à notre attente: rien de la banalité de la série littéraire, rien de la virtuosité formelle et vide de cent faiseurs, mais un sujet significatif, largement, amplement développé.

Jean-François et Jean-Claude sont deux jumeaux, nés dans un milieu d'aisance petite bourgeoise et campagnarde, pareils tous deux « *comme deux brins d'herbe du même pré, deux petits œufs cueillis au fond du même nid, deux grains du sable de la mer* ». Et la mère fièrement ajoute qu'ils n'ont qu'un seul cœur pour eux deux !

Là-dessus, mort du père. Gêne profonde.

Alors la « seule chair » se fend.

Jean-Claude, élevé par la tante et l'oncle riches, devient Monsieur Jean-Claude, avec des domestiques, des professeurs, de la facilité autour de lui. Il accède à cette beauté des êtres parfaitement accomplis: il a la pureté de lignes d'une automobile de luxe. On ne sait si on le déteste ou si on l'admire. Et naturellement, les yeux tournés vers l'Amérique qu'il croit atteindre en la personne de Gloria, jeune fille cent pour cent américaine (en réalité, bonniche française car l'Amérique ça sent toujours l'Europe).

Jean-François demeure un prolétaire du tas, avec des costumes de confection, du linge douteux, des muscles fatigués de travailler à la chaîne, une cervelle lente — tout un être gris qui se trempe chaque soir en des maisons misérables dans une promiscuité douloureuse; comme l'autre louchait vers l'Amérique, lui, sourdement subit l'appel de l'U.R.S.S. qu'incarne Liouba.

Les deux destins se poursuivent, parallèles jusqu'à la mort. Parfois, on croirait qu'ils vont se rapprocher et déteindre l'un sur l'autre, mais les « choses » veillent et chacun, modelé par son milieu, sa nourriture, l'air qu'il respire, continue sa vie.

A ce bref résumé, vous voyez sourdre une philosophie: l'homme est ce que le fait sa vie matérielle, et une sœur des jumeaux peut définir ainsi sa vie bien équilibrée:

Notre âme faiseuse de miracles vit sur un pied de trois mille huit cent francs par mois (avec promesse d'augmentation), elle ne travaille pas plus de sept heures par jour pour gagner sa pitance, elle prend des vacances...

Magdeleine Paz a osé mettre en cause le destin de l'homme sous son aspect social; c'est en cela que son livre est courageux et mérite notre attention et notre adhésion. Est-ce à dire qu'elle l'ait réussi dans tous ses détails ? Nous ne le croyons pas. Elle a voulu enclore un monde dans une œuvre, et la richesse de sa pensée lui a été parfois lourde à porter. Pas de raccourci. Pas d'accélération dans l'allure. Toujours le tableau minutieusement et artistement brossé. Mais certains tableaux qui en eux-mêmes sont pleins d'intérêt surchargent l'ensemble.

Décrire le travail de l'usine rationalisée, c'est trop ici. Nous savons cela. Nous attendons autre chose. Ecouter les histoires russes de Liouba, c'est encore trop attendre que tourne devant nous le destin de Jean-Claude ou de Jean-François. (Et pourtant, *en soi,* certaines de ces longueurs ont un intérêt certain, telles les pages où Jean-François amène Liouba à la découverte de Paris).

Qu'on le veuille ou non, le cinéma influe la littérature et il marque plus encore celle qui parle au « peuple » que l'autre. Les longues descriptions, les analyses poussées et les re-

cherches de style ne touchent plus l'homme habitué aux « gros plans » et à certaines accélérations de rythme.

Ces réserves n'entachent point le mérite d'*Une seule chair* qui reste d'être un roman vivant, puissant, riche et — disons-le — nouveau par sa résonance humaine. B. GIAUFFRET.

Pierre Dominique : LE SIÈGE DE PARIS (Grasset).

Après avoir donné un récit vivant de la *Commune* et montré, ce qui est devenu bien rare chez les bourgeois, de la sympathie pour les vaincus de la Semaine Sanglante, Pierre Dominique en a écrit comme la préface en étudiant le *Siège de Paris*.

Cet ouvrage qui, par son contenu, nous intéresse moins que le précédent, a autant de couleur et d'animation. L'histoire sans doute y est romancée, mais la vérité s'y retrouve. Avec en plus tout le pittoresque d'une armée inactive et bigarrée, toute la nullité décorative du haut commandement, toute l'agitation brouillonne des avocats du gouvernement dit de la Défense nationale. Ces fausses gloires sont bien remises à leur place avec, en tête, ce Trochu devenu impossible.

Et dire que la bourgeoisie revancharde exaltait jadis à notre usage les malheurs de l'Année Terrible, elle qui s'y montra si lamentablement capitularde. Par crainte de l'insurrection populaire, elle voulut la paix jusqu'à la trouille avec cet art de berner Paris en lui faisant croire qu'il était défendu.

Quant aux assiégés, l'auteur nous les rendrait tout à fait sympathiques s'il était moins enclin, emporté par sa verve, à en étaler la badauderie et la frivolité. Voyons, il y avait tout de même des gens réfléchis dans cette masse aveugle, dans ce peuple qui allait faire la Commune, autre chose que cette gouaille perpétuelle, cette faculté de se leurrer soi-même. En tout cas, son patriotisme est rendu bien évident et nous aide à comprendre que les insurgés de mars aient eu l'impression d'avoir été trahis.

Car ils étaient de bonne foi dans leur illusion patriotique, dans leur rêve que la défense de Paris et du territoire aiderait à la venue de la République sociale. Et leurs futurs maîtres, eux, qui accuseront les communards de trahir devant l'ennemi, ne l'étaient pas.

A. RICHARD.

Gaston Roupnel : HISTOIRE DE LA CAMPAGNE FRANÇAISE (Grasset).

Depuis quelques années, l'histoire agraire s'approfondit et se transforme. Jusqu'à présent, elle a surtout étudié la répartition du sol, la conquête paysanne de la propriété depuis le régime féodal. Maintenant, elle s'enhardit à retracer l'occupation primitive du sol, à décrire les premiers peuplements agricoles de notre pays, à expliquer la répartition actuelle des villages et des champs. C'est ainsi que Marc Bloch a étudié, en 1931, *les Caractères généraux de l'histoire rurale française*, premier ouvrage de synthèse dont ceux qui ont le loisir et le goût de s'intéresser à ces questions aperçoivent la nouveauté attachante.

Depuis, G. Roupnel a publié une *Histoire de la Campagne française*, d'une lecture plus abordable et qui révèle une connaissance intime de nos terroirs agricoles, principalement des campagnes de l'est dont l'auteur, bourguignon de race, a compris admirablement la physionomie.

Il y relève l'existence de ces villages groupés au milieu de leurs terres, où la population paysanne se concentre depuis des siècles et pratique l'assolement triennal, d'un usage aussi fort ancien en Allemagne. Cette façon de diviser le territoire cultivé en trois soles où se succèdent les mêmes cultures pour faciliter la pâture en commun, serait très ancienne et remonterait, avec le village groupé, à l'époque de la pierre polie. Il se serait, avec des éclipses et des reprises, transmis assez fidèle jusqu'à nous, avec une certaine constance dans l'étendue de l'exploitation, alors que les pays bocagers de l'ouest auraient été plus tardivement mis en culture et avec moins d'ampleur et plus d'anarchie. Aussi la terre y prend-elle un autre aspect, chaque maison s'y entourant de ses propres terres entre les arbres au lieu de laisser les grandes étendues nues de champs ouverts que l'on traverse dans la moitié nord de la France.

Cette histoire de la campagne française, l'auteur la déchiffre dans le paysage, les clôtures, les murs qui soutiennent le vignoble du côteau. Il en a la connaissance intime et vivante que nous souhaiterions à un militant ou éducateur rural compréhensif. On a pu lui reprocher de ne pas s'intéresser suffisamment à la condition paysanne, mais à vrai dire son sujet était plutôt le cadre du travail que le travailleur lui-même, l'interprétation de la campagne visible et des cadastres. Il a moins voulu écrire l'histoire des paysans que celle de leur sol.

Il songe un peu plus à eux, il est vrai, à la fin du livre, pour tirer de cette ancienneté de la vie agricole, de cette persistance de l'effort paysan renouvelé un enseignement mystico-traditionnaliste où les partisans du bon vieux temps et de la résignation paysanne pourraient fort bien trouver des encouragements. Laissons le plus possible de côté les rêveries sur l'âme paysanne que la vie d'aujourd'hui se charge de renouveler à mesure que l'agriculture entre plus avant dans le cycle capitaliste. Attachons-nous au sens général de cet ouvrage qui montre cette puissance de durée, cette influence sur la vie d'un antique mode de travail comportant une certaine distribution des champs, des maisons et des travaux. Matérialisme historique involontaire mais impressionnant puisqu'à travers bien des vicissitudes (efforts, joies et révoltes), se survit depuis la préhistoire une création de l'intelligence paysanne.

A. RICHARD.

Roger Avermaete : QUAND LES ENFANTS SE BATTENT. (Librairie du Travail).

Il s'agit d'une petite pièce d'avant-garde assez bizarre par le sujet même, mais intéressante par l'enseignement qu'elle veut donner.

Pour avoir une plus grande liberté d'action et de pensée, l'auteur a mis en scène des enfants représentant chacun un pays, puis, sous le prétexte du jeu, il les fait manœuvrer et penser dans le même esprit national que les peuples qu'ils représentent.

Pour une bille lancée à la tête du soldat le plus chamarré, deux enfants se disputent. Aussitôt, les jeux cessent, les enfants se forment en deux camps et une guerre de soldats de plomb s'ensuit. Nous assistons alors aux mêmes conflits et aux mêmes rivalités qui troublèrent la paix du monde en 1914. Enfin, lorsque le combat semble prêt de cesser, des enfants qui étaient restés neutres entrent dans la mêlée et offrent leurs services à celui des belligérants qui sera le plus généreux et dont ils pourront tirer le plus grand profit: la mentalité des alliés et les raisons intéressées qui les ont fait agir.

Complétant cette parodie miniature, des perroquets représentent les parlementaires qui, de très loin, prodiguent des conseils et des encouragements à ceux qui se font tuer pour un droit plus ou moins contestable et, en tout cas, ignoré de la masse.

C'est une satire contre les nations européennes, sur le rôle et la responsabilité qu'elles ont eus dans la guerre de 1914-1918. Andrée SIOU.

Fred Bérence : LA TOURMENTE, (Rieder).

C'est le quatrième et dernier livre de la série des *Inassouvis*.

Nous retrouvons Carlo Simon que nous avons laissé se séparant de l'Armée du Salut, à Paris, en 1917, au moment où Clémenceau prend le pouvoir. Là d'abord, puis en Suisse, Simon est avec les pacifistes fervents et ceux qui attendent la révolution mondiale de la fin de la guerre. Autour de lui, des intrigues, des dénonciations, des trafics qui le révoltent. La guerre finie, il vole au secours des vaincus qu'il croit les plus propres à renouveler un monde qui les a trahis. Il renonce à tout: aisance, amour, pour se donner entièrement au *combat de l'avenir*. Mais la tentative spartakiste échoue et Carlo meurt au combat.

Un grand sujet pour un livre obscur. C. CH.

FAITS & DOCUMENTS

Pourquoi la fin « ne justifie pas les moyens »

Cette formule : « la fin justifie les moyens », donnée comme la grande trouvaille de Lénine, est largement responsable de l'immoralité qui règne dans les différentes sections de l'Internationale Communiste, immoralité qui est la cause profonde de leur état de crise permanent et de leur faiblesse.

Dans un article de **Labor Age**, organe de la C.P.L.A., association qui peut être considérée comme à peu près l'équivalent américain de notre Ligue Syndicaliste, le camarade Muste montre très bien l'erreur de cette formule :

Si nous disons que dans notre lutte avec le capitalisme tous les moyens sont bons, que nous n'avons à observer dans cette lutte aucune règle de morale, parce que « c'est la guerre », cela n'aura-t-il pas des conséquences dans nos propres rapports entre nous ?

Car nous ne pouvons échapper aux conséquences des méthodes que nous employons. Quiconque pense qu'il peut jouer avec le feu et ne pas se brûler, quiconque s'imagine qu'il peut mentir sans devenir un menteur, quiconque croit qu'il peut calomnier sans devenir diffamateur, montre qu'il ignore l'une des lois les plus évidentes de la psychologie. Des révolutionnaires ont parfois oublié cette vérité, et cela a été la cause de graves conflits dans le mouvement ouvrier, dont celui-ci se serait bien passé.

Pour prendre un exemple, voici comment s'est développé le gangstérisme dans l'industrie du vêtement à New-York :

Les patrons commencèrent par employer des gangsters dans les grèves afin de disperser les piquets de grévistes. Alors les ouvriers se dirent : « C'est la guerre, nous pouvons donc user de tous les moyens pour battre l'ennemi ; donc nous emploierons des gangsters nous aussi, afin de protéger nos piquets ». Tel fut le premier pas.

Et voici le second : si vous avez employé des gangsters dans une grève, il vous faudra en employer encore dans la prochaine, si bien que l'emploi des gangsters dans les grèves est devenu quelque chose de tout à fait régulier ; cela fait partie des méthodes syndicales habituelles, le gangster fait partie de l'appareil syndical.

Puis les fonctionnaires syndicaux, qui ont commencé à employer les gangsters pour combattre les patrons sur la ligne des piquets de grève, se dirent : « Puisque nous employons les gangsters pour remporter la victoire dans une grève, pourquoi ne les emploierions-nous pas pour remporter la victoire lors d'une élection syndicale ? » Et les gangsters, devenus un élément permanent de l'organisation syndicale, furent alors employés de cette manière.

Enfin le dernier pas fut, tout naturellement le suivant : les gangsters se dirent : « Si c'est nous qui faisons le coup de poing dans les grèves et si c'est nous qui faisons les élections du syndicat, nous pouvons tout aussi bien devenir nous-mêmes les chefs du syndicat ». Et c'est ce qui, en beaucoup d'endroits, est arrivé.

Mais comme les patrons n'ont pas cessé pour cela de continuer à employer des gangsters, et que les gangsters ne sont pas très désireux, en règle générale, de se tirer les uns sur les autres, les deux groupes de gangsters arrivèrent à un arrangement, et ils arrivèrent également à un arrangement avec la police.

De sorte que, finalement, pour le travailleur, tout est perdu ; tout a été perdu parce que le travailleur de la base a perdu l'habitude d'aller lui-même mener son combat sur la ligne des piquets.

Je signale ce fait pour montrer que si nous justifions certaines méthodes par le but que nous poursuivons en les employant, cela ne nous met nullement à l'abri des conséquences qui dérivent de l'emploi même de ces méthodes.

De même, si dans les conflits intérieurs du mouvement ouvrier nous partons du principe que « tous les moyens sont bons » — et après être partis de ce principe dans nos rapports avec le patron il y a fort à craindre que nous disions : « cet élément de notre mouvement est plus dangereux que le patron lui-même, donc contre lui aussi tous les moyens sont bons » — que va-t-il arriver ?

Après avoir usé de « tous les moyens » contre le patron, vous en userez ainsi avec, mettons : les éléments « réactionnaires » de votre syndicat, puis, vis-à-vis des éléments révolutionnaires eux-mêmes ; et cela provoquera la division. Ensuite, dans chaque nouvelle fraction ainsi née, la même chose arrivera, et de nouveau la division, et ainsi de suite, jusqu'à ce que le mouvement se trouve divisé en une infinité de sectes et de fractions.

Je ne pense pas qu'aucun mouvement puisse vivre sur de pareilles bases. Sans aucun doute, aucune organisation, aucune institution ne peuvent durer s'il n'y existe une certaine dose de morale, une certaine volonté de jouer franc jeu, de donner aux camarades leur chance, et de garder une certaine loyauté dans les rapports avec eux.

Trotsky et le fascisme

A des demandes écrites d'un envoyé spécial de **Paris-Soir**, Trotsky fait des réponses écrites dont voici les plus importantes :

Question : Le groupe des dictatures peut-il être considéré comme une embryon de regroupement des peuples ou n'est-il qu'un accident passager ?

Réponse de Trotsky :

— Je ne pense pas que les groupements des Etats se feront sous le signe d'une part de la *dictature*, d'autre part de la *démocratie*.

» A l'exclusion d'une mince couche de politiciens professionnels, les nations, les peuples, les classes ne vivent pas de politique. Les formes étatiques ne sont qu'un moyen en face de tâches déterminées, surtout économiques. Evidemment, une certaine similitude des régimes étatiques prédispose au rapprochement et le facilite. Mais, en dernière instance, ce sont les considérations matérielles qui décident : les intérêts économiques et les calculs militaires.

» Est-ce que je considère le groupe des dictatures fascistes (Italie, Allemagne) et quasi bonapartistes (Pologne, Yougoslavie, Autriche), épisodique et momentané ? Hélas ! je ne peux pas faire mien un pronostic si optimiste. Le fascisme est provoqué non par une psychose ou par une « hystérie » (c'est ainsi que se consolent les théoriciens de salon, dans le genre du comte Sforza), mais par une profonde crise économique et sociale qui, impitoyablement, ronge plus que tout le corps de l'Europe. La crise cyclique actuelle n'a fait que rendre plus aigus des processus organiques morbides. La crise cyclique cèdera inévitablement la place à une ranimation de la conjoncture, toutefois moindre que celle qu'on attendait. Mais la situation générale de l'Europe ne s'améliorera pas beaucoup. Après chaque crise, les petites et faibles entreprises deviennent encore plus faibles ou meurent complètement ; les fortes entreprises deviennent encore plus fortes. L'Europe morcelée représente une combinaison de petites entreprises, hostiles les unes aux autres, à côté des géants économiques des Etats-Unis. La situation de l'Amérique est actuellement très difficile : le dollar lui-même a ployé le genou. Néanmoins, par suite de la crise actuelle, le rapport des forces mondiales changera en faveur de l'Amérique et au détriment de l'Europe.

» Le fait que le vieux continent, dans son ensemble, perd la situation privilégiée qu'il avait dans le passé, mène à une exacerbation démesurée des antagonismes entre les Etats européens et entre les classes au sein de ces Etats. Bien entendu,

dans les différents pays, ces processus ont atteint une tension différente. Mais je parle d'une tendance historique générale. La croissance des contradictions sociales et nationales explique, à mon avis, l'origine et la stabilité relative des dictatures.

» Pour expliquer ma pensée, je me permets de me référer à ce que j'ai eu l'occasion de dire, il y a quelques années, sur cette question-ci : pourquoi les démocraties cèdent-elles la place à la dictature et est-ce pour longtemps ? Laissez-moi donner ici une citation littérale d'un article écrit le 25 février 1929 :

« On dit quelquefois que nous avons affaire, dans ce cas, à des nations arriérées ou manquant de maturité. C'est une explication à peine bonne pour l'Italie. Mais, même dans les cas où cette explication est juste, elle n'éclaircit rien. Au dix-neuvième siècle, on considérait comme une loi que les pays arriérés gravissent les degrés de la démocratie. Pourquoi donc le vingtième siècle les pousse-t-il dans la voie de la dictature ? Les institutions démocratiques montrent qu'elles ne supportent pas la pression des contradictions contemporaines, tantôt internationales, tantôt intérieures, le plus souvent internationales et intérieures à la fois. Est-ce bien ? Est-ce mal ? En tout cas, c'est un fait. »

» Lorsque j'écrivais ces lignes, l'Allemagne avait encore à sa tête un gouvernement social-démocrate. Il est clair que la marche ultérieure des événements d'Allemagne, pays que personne ne traitera d'arriéré, n'a pu ébranler aucunement mon appréciation.

» Il est vrai que, pendant ce temps, le mouvement révolutionnaire en Espagne a balayé non seulement la dictature de Primo de Rivera, mais aussi la monarchie. Des courants contraires de ce genre sont inévitables dans un processus historique. Mais l'équilibre intérieur est loin d'être réalisé sur la péninsule d'au-delà des Pyrénées. Le nouveau régime espagnol n'a pas encore démontré sa stabilité. »

*
* *

Question. — Croyez-vous l'évolution possible par glissement ou considérez-vous une secousse violente comme nécessaire ? Combien de temps pensez-vous que puisse se prolonger le flottement actuel ?

Réponse. — Le fascisme, particulièrement le national-socialisme allemand, apporte à l'Europe un danger indiscutable de secousses guerrières. Etant à l'écart, je me trompe peut-être, mais il me semble qu'on ne se rend pas suffisamment compte de toute l'étendue de ce danger. *A-t-on en vue une perspective non de mois mais d'années — pas de dizaines d'années en tout cas — je considère comme absolument inévitable une explosion guerrière du côté de l'Allemagne fasciste. C'est précisément cette question qui peut devenir décisive pour le sort de l'Europe.* J'espère, du reste, m'exprimer très prochainement sur ce thème dans la presse.

» Peut-être trouverez-vous que je fais une appréciation très sombre de la situation ? Je m'efforce seulement de tirer les conclusions des faits, en prenant pour guide, non pas la logique des sympathies et des antipathies, mais la logique du processus objectif ; que norte époque ne soit pas celle d'une paisible et calme prospérité et du confort politique, j'espère qu'il n'est pas nécessaire de le prouver. Mais mon appréciation ne peut paraître pessimiste qu'à celui qui mesure la marche de l'histoire avec une unité trop courte. De près, toutes les grandes époques apparurent très sombres. La mécanique du progrès, il faut le reconnaître, est bien imparfaite. Mais il n'y a aucune raison de penser que Hitler ou la combinaison de plusieurs Hitler réussiront pour toujours, ou à la rigueur pour une dizaine d'années, à faire faire machine en arrière à cette mécanique. Ils casseront beaucoup de dents aux engrenages, ils tordront beaucoup de leviers, ils peuvent faire reculer l'Europe pour une série d'années. Mais je ne doute pas que, finalement, l'humanité trouvera son chemin. Tout le passé en est une garantie. »

ENTRE NOUS

Ainsi, la R. P. est réellement en marche vers les 1.500 abonnés. Maintenant, nous avons la certitude d'atteindre ce but avant la fin de l'année.

Pour l'heure, il s'agit d'activer notre marche en avant. Nous avions indiqué que nos préoccupations porteraient d'abord sur Paris et la région parisienne. De 1931 au 20 janvier 1933, nous étions descendus, à Paris, de 236 abonnés à 182. Eh bien ! nous avons rattrapé notre perte, et, ne nous en tenant pas là, nous avons largement dépassé le chiffre de 1931. Au 31 mai, nous étions, en effet, à 293 abonnés à Paris.

Voici un tableau comparatif des arrondissements :

	1931	20/1/33	31/5/33		1931	20/1/33	31/5/33
1er..	—	—	3	11e...	14	14	17
2e...	5	3	2	12e...	12	8	17
3e...	1	3	3	13e...	10	8	21
4e...	10	4	5	14e...	9	9	20
5e...	17	8	14	15e...	32	19	26
6e...	11	12	16	16e...	8	4	9
7e...	12	8	12	17e...	4	10	13
8e...	7	5	5	18e...	14	16	36
9e...	8	7	8	19e...	15	12	22
10e...	28	22	27	20e...	19	10	17
				Totaux :	236	182	293

Nos amis parisiens ont ainsi sous les yeux le tableau de nos forces dans la capitale. Nous nous adressons tout particulièrement à eux aujourd'hui pour, en premier lieu, consolider les progrès acquis en nous maintenant aux chiffres du 31 mai. A cette date, venaient à échéance les nombreux abonnements nouveaux récoltés en février parmi les abonnés de feu le Cri du Peuple. *Combien renouvelleront ? Voilà la question. Nous espérons, quant à nous, que tous renouvelleront. A ceux qui ne nous ont pas encore répondu de le faire sitôt ce numéro lu !*

Par ailleurs, il s'agit aussi de nous aider à monter plus haut. 300 abonnés dans la Ville-Lumière, c'est loin d'être un maximum. Quand nous posons en principe que, dans chacun des 10 arrondissements ouvriers de Paris, nous devrions compter 50 abonnés, nous sommes, en vérité, bien modestes. Eh bien ! tel est notre objectif.

Si nos camarades parisiens le veulent, s'ils répondent aux sollicitations dont ils ont été et dont ils seront encore l'objet, s'ils font un effort, nous aurons dépassé les 500, rien qu'à Paris, à la fin de l'année.

*
* *

NOUS ALLONS PROCÉDER A UN SECOND TIRAGE DE LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Les 1.500 exemplaires qui composaient le premier tirage de notre traduction de la *Géographie économique* d'*Horrabin* sont en train de s'enlever rapidement. Afin de ne pas nous trouver pris au dépourvu, nous allons procéder dès maintenant à un second tirage de même importance.

Lorsque ce numéro de la *R. P.* leur parviendra, tous les camarades qui ont passé leurs commandes avant le 15 juin — soit comme dépôts ou autrement — doivent être en possession de leurs exemplaires. Si certains ne les ont pas, qu'ils nous l'écrivent !

Et que ceux qui ne nous ont pas encore passé commande, le fassent rapidement car, comme vient de l'écrire fort justement Magd. Paz dans *Monde* : « On n'imagine pas, sans ce livre, une bibliothèque de militant, si modeste soit-elle ».



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.